

LOI N° 2007-33 DU 02 JANVIER 2008

Portant loi de finances pour la gestion 2008.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 27 décembre 2007,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit: :

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

TITRE I

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

I – IMPÔTS ET REVENUS AUTORISES

A : DISPOSITIONS ANTERIEURES

Article 1^{er} : Sous réserve des dispositions de la présente loi, continueront d'être opérées, pendant l'année 2008, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

1. La perception des impôts, taxes, rémunérations des services rendus par l'Etat, produits et revenus affectés à l'Etat ;
2. La perception des impôts, taxes, produits et revenus affectés aux collectivités locales, aux établissements publics et organismes divers dûment habilités.

En ce qui concerne les impôts sur revenus, sauf précision contraire contenue dans le texte des mesures fiscales énoncées, les dispositions de la présente loi s'appliquent aux revenus de l'exercice clos au 31 décembre 2007.

Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les lois et décrets en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, ne sont pas autorisées, sous peine de poursuite, contre les fonctionnaires et agents qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en assureraient le recouvrement, comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois (03) années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Sont également punissables des peines prévues à l'encontre des concussionnaires, tous détenteurs de l'Autorité Publique qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation de la loi, accordé toute exonération ou franchise de droit, impôt ou taxe publique

ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits des établissements de l'Etat.

Ces dispositions sont applicables aux personnels d'autorité des entreprises nationales qui auront effectué gratuitement sans autorisation légale ou réglementaire, la délivrance des produits ou services de ces entreprises.

B- MESURES RECONDUITES

Article 2 : Nonobstant les dispositions des articles 2 et 3 du code des douanes et de l'article 224 nouveau du code général des impôts (CGI), le matériel informatique y compris les logiciels, les imprimantes, les parties et pièces détachées, même présentés isolément, est exonéré de tous droits et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'exception du prélèvement communautaire de solidarité (PCS), du prélèvement communautaire (PC) et de la taxe de statistique (T. STAT) durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008.

Article 3 : Sont toutefois exclus du champ d'application de l'article précédent, les consommables informatiques qui demeurent soumis aux droits et taxes en vigueur.

Il en est de même de l'onduleur qui est un matériel électrique.

Article 4 : Nonobstant les dispositions des articles 2 et 3 du code des douanes et de l'article 224 nouveau du Code Général des Impôts, les autobus, les autocars et minibus de toutes catégories importés, fabriqués ou vendus à l'état neuf en République du Bénin et destinés au transport en commun sont exonérés de tous droits et taxes de douane et de la TVA durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008.

Toutefois, ils restent assujettis aux droits et taxes en vigueur suivants :

- prélèvement communautaire de solidarité (PCS) ;
- prélèvement communautaire (PC) ;
- taxe de statistique (T. STAT).

Article 5 : Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008, les équipements et matériaux neufs importés ainsi que les matériaux locaux destinés à la construction des stations service, des stations trottoir, des cuves à pétrole et à gasoil sont en régime d'exonération des droits et taxes d'entrée et de la TVA.

Cette exonération s'étend à la taxe de statistique instituée par la loi n° 2002-25 du 31 décembre 2002 portant loi de finances pour la gestion 2003.

Article 6 : L'importation, la production ou la vente des machines et matériels agricoles, des petites unités de transformation et de conservation des produits agricoles, en République du Bénin sont en régime d'exonération des droits et taxes d'entrée et de la TVA.

Cette exonération s'étend aux machines et matériels destinés à l'élevage et à la pêche ainsi qu'aux petites unités de transformation et de conservation des produits de l'élevage et de la pêche.

Toutefois, tous ces matériels acquittent au cordon douanier la taxe de statistique au taux de 5% ad valorem et le timbre douanier au taux de 4% du montant de la taxe de statistique.

Article 7 : L'importation, la production ou la vente des intrants agricoles, instruments et appareils phytosanitaires en République du Bénin, est en régime d'exonération des droits et taxes d'entrée et de la TVA.

Ce régime d'exonération n'est pas assujéti à la perception de la taxe de statistique, instituée par la loi n° 2002-25 du 31 décembre 2002 portant loi de finances pour la gestion 2003.

Ces marchandises ne supportent désormais que la redevance statistique au taux de 1% ad valorem.

C- NOUVELLES MESURES

Article 8 : Les dispositions de l'article 11 de la loi n° 2003-23 du 26 décembre 2003 portant loi de finances pour la gestion 2004, sont modifiées comme suit :

Est assujéti à l'écotaxe, toute importation ou toute activité relative à l'un des produits énumérés ci-dessous :

- véhicules mis en circulation en République du Bénin ;
- véhicules en transit ;
- clincker.

L'importation de pneus neufs ou usagés et d'emballages plastiques jetables est également assujéti à l'écotaxe.

Le ministre en charge des finances détermine les modalités de recouvrement et de répartition du produit de l'écotaxe sur les pneus et les emballages plastiques jetables.

Article 9 : Les dispositions de l'article 13 de la loi n° 2006-24 du 28 décembre 2006 portant loi de finances pour la gestion 2007 sont modifiées comme suit :

4

Pour compter du 1er janvier 2008, le montant de la taxe à l'embarquement est fixé à dix mille (10 000) francs par passager embarquant et est incorporé au prix du billet de voyage.

Cette disposition ne s'applique pas aux voyageurs en transit.

Le reversement de cette taxe aux guichets du Trésor Public par les compagnies aériennes, est fait pour le compte d'un mois donné, sur la base d'une déclaration écrite, au plus tard à la date 15 du mois suivant.

Les modalités pratiques de perception et de répartition sont fixées par arrêté du ministre en charge des finances.

Article 10 : Tout retard de reversement ou toute fausse déclaration constatée, en ce qui concerne la taxe à l'embarquement, est puni d'une pénalité de deux mille (2 000) francs par passager embarqué au cours de la période concernée.

Article 11 : Les dispositions de l'article 14 de la loi n° 2006-24 du 28 décembre 2006 portant loi de finances pour la gestion 2007 sont modifiées comme suit :

Pour compter du 1er janvier 2008, il est institué en République du Bénin, une taxe de solidarité à l'émission de billet d'avion, définie comme suit :

- | | |
|--|----------------|
| a- billet émis pour la classe économique | : 2 000 francs |
| b- billet émis pour la classe affaire | : 4 000 francs |
| c- billet émis pour la première classe | : 8 000 francs |

Cette taxe est incorporée au prix du billet d'avion, au même titre que la taxe à l'embarquement.

Les modalités pratiques de perception et de répartition sont fixées par arrêté du ministre en charge des finances.

Article 12 : Tout retard de reversement ou toute fausse déclaration constatée, en ce qui concerne la taxe de solidarité, est puni d'une pénalité de deux mille (2 000) francs par passager embarqué au cours de la période concernée.

Article 13 : Pour compter du 1er janvier 2008, le montant de la redevance annuelle à payer par les promoteurs de radiodiffusions sonores et de télévisions privées est fixé comme suit :

| Catégories | Montant de la redevance | |
|--|-------------------------|--------------------------|
| | Fréquence principale | Fréquence supplémentaire |
| Radiodiffusions privées sonores non commerciales | 200 000 FCFA | 100 000 FCFA |
| Radiodiffusions privées sonores commerciales | 500 000 FCFA | 250 000 FCFA |
| Télévisions privées non commerciales | 750 000 FCFA | 500 000 FCFA |
| Télévisions privées commerciales conventionnelles | 2 000 000 FCFA | 1 000 000 FCFA |
| Télévisions privées commerciales MMDS | 7 000 000 FCFA | 3 500 000 FCFA |
| Radiodiffusions sonores de réputation internationale | 15 000 000 FCFA | 6 000 000 FCFA |
| Télévisions de réputation internationale | 30 000 000 FCFA | 12 000 000 FCFA |

Article 14 : Les dispositions de l'article 17 de la loi n° 2006-24 du 28 décembre 2006 portant loi de finances pour la gestion 2007 sont modifiées comme suit :

A- CATEGORIES D'ESSENCES ET DE PRODUITS

Catégorie 1

| | | |
|---|---|--|
| - Iroko (<i>Milicia excelsa</i>) | - Lingué (<i>Azelia africana</i>) | - Fraké (<i>Terminalia superba</i>) |
| - Caïlcédrat (<i>Khaya senegalensis</i>) - Acajou à grandes feuilles (<i>Khaya grandifoliola</i>) | - Samba (<i>Triplochiton scleroxylon</i>) | - Vène (<i>Pterocarpus erinaccus</i>) |
| - Beté (<i>Mansonia altissima</i>) | - Berlinia (<i>Berlinia grandifolia</i>) | - Holoptelea (<i>Holoptelea grandis</i>) |

Catégorie 2

| | | |
|---|---|-------------------------------------|
| - Antiaris (<i>Antiaris africana</i>) | - Isoberlinia (<i>Isoberlinia doka</i> et <i>isoberlinia tomentosa</i>) | - Albizia (<i>Albizia lebeck</i>) |
|---|---|-------------------------------------|

| | | |
|---|---|---|
| - Fromager (<i>Ceiba pentandra</i>) | - Kapokier (<i>Bombax costatum</i>) | - Prosopis (<i>Prosopis africana</i>) |
| - Faux ébène (<i>Diospyros mespiliformis</i>) | - Anogeissus (<i>Anogeissus leiocarpus</i>) | |

Catégorie 3

| | |
|--|---|
| - Néré ou Nété (<i>Parkia biglobosa</i>) | - Syzygium (<i>Syzygium guineense</i>) |
| - Daniella (<i>Daniellia oliveri</i>) | - Manilkera (<i>Manilkera multinervis</i>) |
| - Dialium (<i>Dialium guineense</i>) | - Dabema (<i>Piptadeniastrum africanum</i>) |
| - Gao (<i>Acacia albida</i>) | - Vitex (<i>Vitex doniana</i>) |
| - Karité (<i>Vitellaria paradoxa</i>) | - Lindja (<i>Tetrapleura tetraptera</i>) |
| - Myragina (<i>Mitragyna inermis et mitragyna ciliata</i>) | - Colatier (<i>Kola nitida</i>) |
| - Encephalartos (<i>Encephalartos barteri</i>) | - Dingouin (<i>Pentaclethra macrophylla</i>) |
| - Prunier mombin (<i>Spondias mombin</i>) | - Nesogordenia : Bossé (<i>Nesogordenia papaverifera</i>) |

Le reste sans changement.

B- REDEVANCES

Tableau n°1 à tableau n°16 : Sans changement.

Tableau n°17 : Des taxes à l'exportation

| Produits | Valeur des taxes à l'exportation | | |
|--|----------------------------------|------------------------|------------------------|
| | Origines | | |
| | Incontrôlée | Orientée | contrôlée |
| Planches | 1,25% sur valeur FOB | 1,0625% sur valeur FOB | 0,9375% sur valeur FOB |
| Chevrons | 1,25% sur valeur FOB | 1,0625% sur valeur FOB | 0,9375% sur valeur FOB |
| Parquets | 0,25% sur valeur FOB | 0,2125% sur valeur FOB | 0,1875% sur valeur FOB |
| Frises | 0,25% sur valeur FOB | 0,2125% sur valeur FOB | 0,1875% sur valeur FOB |
| Poteaux et bois de diamètre au gros bout et fin bout compris entre 20 cm et 15 cm issus de plantations | - | 3,25% sur valeur FOB | 2,75% sur valeur FOB |
| Perches | 5% sur valeur FOB | 4,25% sur valeur FOB | 3,75% sur valeur FOB |
| Meubles et œuvres d'art en bois | 2% sur valeur FOB | 1,7% sur valeur FOB | 1,5% sur valeur FOB |
| Produits forestiers non ligneux (PFNL) | 1% sur valeur FOB | 0,85% sur valeur FOB | 0,75% sur valeur FOB |
| Madriers, équarris et plots issus de plantations | - | 5,25% sur valeur FOB | 4,75% sur valeur FOB |

Le reste sans changement.

Article 15 : Nonobstant les dispositions de la loi de finances, gestion 2003, la perception de la taxe de statistique sur les produits pétroliers en régime de réexportation par voie maritime est suspendue.

Article 16 : Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008, les camions citernes importés neufs et destinés à la distribution des produits pétroliers sont en régime d'exonération des droits et taxes d'entrée et de la TVA.

Cette exonération s'étend à la taxe de statistique instituée par la loi n° 2002-25 du 31 décembre 2002 portant loi de finances pour la gestion 2003.

Article 17 : Les équipements et matériels importés ou acquis en République du Bénin destinés aux projets d'électrification rurale sont en régime d'exonération des droits et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Toutefois, ils restent assujettis aux droits et taxes en vigueur suivants :

- prélèvement communautaire de solidarité (PCS) ;
- prélèvement communautaire (PC) ;
- taxe de statistique (T. STAT).

Article 18 : Les motocyclettes quatre-temps et leurs pièces détachées importées ou acquises en République du Bénin sont en régime d'exonération des droits et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Toutefois, elles restent assujetties aux droits et taxes en vigueur suivants :

- prélèvement communautaire de solidarité (PCS) ;
- prélèvement communautaire (PC) ;
- taxe de statistique (T. STAT).

Article 19 : Nonobstant les dispositions de la loi de finances, gestion 2006, il est institué à nouveau, à compter du 1^{er} janvier 2008, la perception en République du Bénin de la taxe de voirie sur les marchandises en transit à destination du Niger et du Burkina-Faso.

Article 20 : Les dispositions du Code Général des Impôts (CGI) sont modifiées et reprises comme suit :

LIVRE PREMIER

Assiette et liquidation de l'impôt

1^{ère} PARTIE

Impôts d'Etat

TITRE PREMIER

Impôts directs et taxes assimilées

CHAPITRE PREMIER

*Impôt sur les bénéfices industriels, commerciaux,
artisans et agricoles*

III- Bénéfices imposables

Article 6 nouveau :

Paragraphe 1^{er} : Sans changement ;

Paragraphe 2 : Sans changement ;

Paragraphe 3 : Sans changement ;

Paragraphe 4 :

1. Sans changement ;
2. Sans changement ;
3. Sans changement ;
4. Sans changement ;
5. Alinéa 1^{er} : Sans changement ;

Alinéa 2 : Sans changement ;

Alinéa 3 : Les provisions techniques constituées par les compagnies d'assurances IARD, notamment les provisions pour annulation de primes et les provisions pour sinistres tardifs, à condition :

- qu'elles aient été déterminées conformément à la méthode de la cadence recommandée par la CIMA dans ses circulaires n° 00229/CIMA/CRCA/PDT/2005 du 24 octobre 2005 relative aux provisions pour annulation de primes et n° 00230/CIMA/CRCA/PDT/2005 du 24 octobre 2005 relative aux provisions pour sinistres tardifs ;

- que les bases statistiques utilisées soient représentées à toute réquisition de l'inspecteur chargé de l'assiette ou du contrôle.

Alinéa 4 : Les provisions qui, en tout ou partie, reçoivent un emploi non conforme à leur destination ou deviennent sans objet au cours d'un exercice ultérieur, sont rapportées aux résultats dudit exercice. Lorsque le rapport n'a pas été effectué par l'entreprise elle-même, l'administration peut procéder aux redressements nécessaires dès qu'elle constate que les provisions sont devenues sans objet, dans ce cas, ces provisions sont, s'il y a lieu, rapportées aux recettes du plus ancien des exercices soumis à vérification.

Alinéa 5 : Nonobstant les redressements prévus à l'alinéa précédent, les excédents de provisions pour annulation de primes ou de provisions pour sinistres tardifs, ainsi que ces mêmes provisions devenues sans objet, donnent lieu au paiement par la société d'assurance, d'une taxe spéciale au taux de 5%.

6. Sans changement

IV- Fixation du bénéfice imposable

Régime du bénéfice réel

Obligations des contribuables

Article 17 nouveau :

Alinéa 1^{er} : Sans changement.

Alinéa 2 : Lorsque la comptabilité est informatisée, le déclarant est tenu de mettre en place des procédures qui permettent de satisfaire aux exigences de régularité, de sécurité, de permanence et de contrôle requises. Ces procédures doivent respecter rigoureusement les sept (7) principes fixés à l'article 22 du règlement du SYSCOA et de l'Acte Uniforme de l'OHADA portant Organisation et Harmonisation des Comptabilités des Entreprises.

Alinéa 3 : Le déclarant est tenu :

- à toute réquisition de l'inspecteur de mettre à sa disposition, les sources du logiciel utilisé ;
- d'arrêter au plus tard à la fin du mois suivant, les opérations du mois précédent ;
- de transcrire les totaux et soldes mensuels des livres obligatoires informatisés tirés sur support dans les livres côtés, visés et paraphés par le président du tribunal d'instance.

Alinéa 4 : Les entreprises qui auraient leur siège social situé en dehors de la République du Bénin sont également tenues d'avoir au Bénin une direction effective en ce qui concerne les affaires réalisées dans le pays avec un représentant résidant au Bénin, nanti des pouvoirs les plus étendus en vue de les représenter valablement.

Alinéa 5 : Si la comptabilité est tenue en une langue autre que le français, une traduction certifiée par un traducteur assermenté doit être présentée à toute réquisition de l'administration.

VI.- Régime du bénéfice réel simplifié

Personnes imposables

Article 20 bis :

Le régime du bénéfice réel simplifié s'applique :

- sans changement ;
- aux personnes exclues du champ d'application de la taxe professionnelle unique ou du régime du forfait de l'impôt sur les BIC et dont le

chiffre d'affaires annuel n'atteint pas les limites visées au paragraphe précédent ;

- aux personnes physiques ayant réalisé un chiffre d'affaires annuel supérieur aux limites fixées pour l'assujettissement à la taxe professionnelle unique ou au régime du forfait mais inférieur au seuil du régime du bénéfice réel.

Obligations des contribuables

Obligations comptables

Article 20 quinquies :

Paragraphe 1^{er} : Sans changement.

Paragraphe 2 : Sans changement.

Paragraphe 3 : Les obligations de tenue des livres des contribuables qui ont une comptabilité informatisée sont celles prévues à l'alinéa 3 de l'article 17 nouveau du CGI.

Paragraphe 4 : Les obligations des entreprises qui auraient leur siège social situé en dehors de la République du Bénin sont celles prévues à l'alinéa 4 de l'article 17 nouveau du CGI.

Paragraphe 5 : Les obligations des contribuables qui tiennent une comptabilité en une langue autre que le français sont celles prévues à l'alinéa 5 de l'article 17 nouveau du CGI.

VII.- Régime du forfait

Article 21 :

1. Alinéa 1^{er} : Sans changement.

Alinéa 2 : Sans changement.

Alinéa 3 : Sans changement.

Alinéa 4 : Ne sont pas soumis au régime du forfait :

- les entreprises de bâtiments et de travaux publics ;
- les pharmacies ;
- les personnes physiques exerçant une profession pour laquelle les statuts ou les cahiers de charges exigent la tenue d'une comptabilité complète; notamment celles qui, dans le cadre de leurs activités, doivent fournir une attestation de leur situation fiscale.

!

2. Alinéa 1^{er} : Par dérogation aux dispositions du paragraphe premier ci-dessus, les contribuables qui estiment être en mesure de satisfaire aux prescriptions des articles 20 quinquies et 20 sexies nouveau du présent Code, ont la faculté d'être soumis au régime de l'imposition d'après le bénéfice réel simplifié.

Alinéa 2 : A cet effet, ils doivent notifier leur choix à l'agent chargé de l'assiette des contributions directes de leur résidence avant le 30 novembre de l'année précédant celle de l'imposition. L'option ainsi exercée est valable pour une période de deux ans à compter du 1^{er} janvier de l'exercice suivant. Elle se renouvelle par tacite reconduction à l'issue de la période, sauf dénonciation avant le 30 novembre de la deuxième année.

VIII – Personnes imposables

Lieu d'imposition

Article 24 :

Alinéa 1^{er} : Sans changement.

Alinéa 2 : Sans changement.

Alinéa 3 : Dans les sociétés anonymes ou à responsabilité limitée, l'impôt est établi au nom de la société. Toutefois, l'impôt est établi au nom de l'associé unique personne physique dans les sociétés anonymes unipersonnelles ou les sociétés unipersonnelles à responsabilité limitée.

Le reste sans changement.

IX. – Calcul de l'Impôt

Article 25 nouveau :

Alinéa 1^{er} : Sans changement.

Alinéa 2 : Le taux de l'impôt est fixé à 35 % du bénéfice imposable pour les personnes physiques : associé unique de société anonyme constituée par une personne physique, associé unique de société à responsabilité limitée constituée par une personne physique, exploitant individuel, associés en nom collectif, associés en commandite simple, membres de sociétés en participation ou des sociétés de fait, associés-gérants majoritaires des sociétés à responsabilité limitée en ce qui concerne les rémunérations qui leur sont allouées pour leur travail effectif et pour les entreprises minières en ce qui concerne les bénéfices provenant exclusivement de l'exploitation d'un gisement de substances minérales.

Alinéa 3 : Sans changement.

Alinéa 4 : Cependant :

1. Sans changement.

2. Sans changement.

3. pour les stations service, le montant annuel de l'impôt ne peut, nonobstant les dispositions prévues au 1 ci-dessus, être inférieur à celui obtenu par application d'un taux unique de 0,60 francs par litre au volume des produits pétroliers vendus.

Dans tous les cas, l'impôt ne peut être inférieur à deux cent mille (200 000) francs.

4. pour les contribuables adhérents des centres de gestion agréés, les taux d'imposition cités aux 2^{ème} et 3^{ème} alinéas sont réduits de 40 %.

Une réduction supplémentaire de 10 % est accordée aux adhérents exerçant dans le secteur primaire.

5. l'adhérent au centre de gestion agréé, celui habilité à bénéficier de la réduction d'impôts doit :

- être issu du secteur informel ;
- être assujetti à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) ;
- en être à sa première déclaration fiscale ;
- s'engager à tenir au moins une comptabilité suivant le système minimal de trésorerie (SMT) du SYSCOA ;
- avoir la qualité d'adhérent pendant toute la durée de l'exercice ou avoir adhéré dans les trois (03) mois de l'ouverture de la période d'imposition.

Une attestation d'adhésion doit lui être fournie par le centre et jointe à la déclaration des revenus.

6. Les entreprises soumises au régime du bénéfice réel normal pourront adhérer mais ne bénéficient pas de l'abattement fiscal.

Les adhérents aux centres de gestion agréés qui ne se verraient pas octroyer le bénéfice de l'abattement fiscal pourront être éligibles aux mesures d'incitations administratives, commerciales, sociales et d'assistance fiscale auxquelles leur donnera droit leur adhésion aux centres de gestion agréés.

7. La réduction d'impôt peut être remise en cause en cas de redressement de bénéfices pour dissimulation d'éléments de chiffre d'affaires ou en cas de redressement de TVA lorsque la mauvaise foi est établie.

CHAPITRE II

Impôt sur les bénéfices non commerciaux

III.- Obligations des contribuables

Article 36 :

Alinéa 1^{er} : Sans changement.

Alinéa 2 : Sans changement.

Alinéa 3 : Tous les contribuables sans exception sont tenus de représenter à toute réquisition de l'inspecteur des Impôts les documents ayant servi à la détermination de leur bénéfice notamment :

- les états financiers annuels comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau financier des ressources et des emplois ainsi que l'état annexé, établis et présentés conformément aux dispositions des articles 25 à 34 du règlement relatif au droit comptable dans les Etats de l'UEMOA (SYSCOA) ;

- la liste détaillée par catégorie des frais généraux ;

- le tableau des amortissements et des provisions constitués par prélèvement sur les bénéfices avec l'indication précise de l'objet de ces amortissements et provisions ;

- l'état des intérêts payés au titre des créances, dépôts et cautionnements avec l'identité et l'adresse des bénéficiaires ;

- les livres, registres et pièces de recettes.

Alinéa 4 : Le déclarant dont la comptabilité est informatisée est tenu de mettre en place des procédures qui permettent de satisfaire aux exigences de régularité, de sécurité, de permanence et de contrôle requises. A cet effet, il doit respecter rigoureusement les sept (7) principes fixés à l'article 22 du SYSCOA et de l'Acte Uniforme de l'OHADA portant Organisation et Harmonisation des Comptabilités des Entreprises.

Alinéa 5 : Le déclarant est tenu :

- à toute réquisition de l'inspecteur de mettre à sa disposition les sources du logiciel utilisé ;

- d'arrêter au plus tard à la fin du mois suivant, les opérations du mois précédent ;

- de transcrire les totaux et soldes mensuels des livres obligatoires informatisés tirés sur support dans les livres cotés, visés et paraphés par le tribunal d'instance.

CHAPITRE III

Dispositions communes aux chapitres premier et deuxième

I- Sans changement

II- Sans changement

III- Acompte sur impôt assis sur les bénéfices

Article 47.5 :

Sont dispensés de l'acompte sur impôt assis sur les bénéfices :

47.5.1 : Sans changement.

47.5.2 : Sans changement.

47.5.3 : Les importations à but commercial effectuées au cours de leur première année d'activité, par les entreprises nouvellement créées, figurant sur une liste établie chaque année par la Direction Générale des Impôts et des Domaines, au cours de chaque trimestre.

47.5.4 : Les entreprises en cours de création notamment à l'étape de formalisation.

TITRE III

Droits d'enregistrement, de timbre et de publicité
foncière et hypothécaire

Taxe unique sur les contrats d'assurance

SOUS-TITRE III

Code du timbre

CHAPITRE IX

Timbre des casiers judiciaires

Article 761 :

Le bulletin n° 3 du casier judiciaire délivré à la personne qu'il concerne est soumis à un droit de timbre de 375 francs.

Ce droit est perçu par les greffiers au moment de la délivrance desdits bulletins aux personnes qui les réclament.

La perception se fait par application très apparente sur l'angle supérieur gauche du bulletin d'une mention portant ces mots : « Droit de timbre de 375 francs perçu en compte avec la Direction Générale des Impôts et des Domaines », et faisant connaître le numéro sous lequel ce bulletin a été inscrit au répertoire spécial institué par l'article 499 de la présente codification.

Le reste sans changement.

LIVRE PREMIER*Assiette et liquidation de l'impôt***2ème PARTIE***Impositions perçues au profit des Communes et des divers Organismes***TITRE PREMIER***Impôts directs et taxes assimilées***CHAPITRE PREMIER***Taxe de Développement Local**Champ d'application de la taxe***Article 962-1 :**

La taxe de développement local (TDL) est établie chaque année sur les principales ressources de la commune.

Des ressources et des personnes imposables**Article 962-2 :**

Constituent des ressources imposables :

- *le produit des activités agricoles, de l'élevage et de la pêche ;*
- *le produit de l'exploitation des ressources touristiques ;*
- *les recettes de prestations de services.*

Article 962-3 :

Sont assujetties à la taxe de développement local, les personnes qui réalisent sur le territoire de la commune, les revenus visés à l'article 962-2 du présent Code.

Des exonérations**Article 962-4 :**

Sont exclus de l'imposition de la taxe de développement local, les salaires, les propriétés immobilières et les biens et services qui ne génèrent pas de revenu.

Assiette, Liquidation et Contrôle de l'impôt**Article 962-5 :**

La base d'imposition, les taux et les tarifs de la taxe se présentent comme suit :

a) *Ressources végétales :*

- 1 franc à 5 francs par kilogramme vendu pour les ressources agricoles à l'exception des produits vivriers ;
- 100 francs à 500 francs par sac vendu ou transporté pour les produits vivriers.

b) *Ressources halieutiques :*

- 1 franc à 5 francs par kilogramme vendu.

c) *Ressources forestières :*

- 50 francs à 500 francs par coupe de bois vendu ou transporté ;
- 100 francs à 500 francs par sac de charbon de bois vendu ou transporté.

d) *Ressources animales :*

- 25 francs à 100 francs par tête de volaille vendue ;
- 25 francs à 500 francs par unité d'espèce non conventionnelle (lapin, aulacode etc.) vendue ;
- 100 francs à 500 francs par tête de ruminant en transit ;
- 100 francs à 500 francs par tête de petit ruminant (cabri, chèvre, mouton etc.) vendu ;
- 500 francs à 1000 francs par tête de gros ruminant (bœuf, chameau etc.) vendu ;
- 5 000 francs à 10 000 francs par an et par troupeau utilisant les ouvrages de retenue d'eau et les infrastructures pastorales.

e) *Prestations de services :*

- 500 francs à 3 000 francs par voyage de produit de carrière (sable, gravier, latérite, calcaire etc.) ;
- 5% à 10% des recettes issues de l'exploitation des parcs nationaux.

Article 962-6 :

Le Conseil communal ou municipal fixe par délibération, le tarif ou le taux de la taxe dans les limites déterminées à l'article précédent.

Article 962-7 :

Les modalités de contrôle sont celles prévues par le présent Code en matière d'impôt direct.

Recouvrement, Sanctions et Contentieux de l'impôt

Du recouvrement

Article 962-8 :

La taxe de développement local est recouvrée par versements fractionnés selon le déroulement des activités saisonnières liées à l'agriculture, à la foresterie, à l'élevage, à la pêche, à l'exploitation des ressources touristiques et aux prestations de services.

Des obligations et sanctions

Article 962-9 :

Les personnes physiques ou morales chargées de la commercialisation des ressources, de la gestion des ouvrages, des sites et des prestations de services sont tenues de collecter par retenue à la source sur le prix de vente ou de la prestation, la taxe de développement local et de la reverser aux guichets des Receveurs des Impôts au plus tard le 10 du mois suivant celui au titre duquel la retenue est effectuée.

Article 962-10 :

Tout retard, toute omission ou insuffisance constatée dans la production de la déclaration de la TDL, font encourir au contribuable défaillant les mêmes sanctions que celles édictées par les articles 263 nouveau à 267 du CGI.

Du contentieux de l'impôt

Article 962-11 :

Les règles relatives aux réclamations et aux dégrèvements sont celles prévues aux articles 1108 nouveau, 1110 nouveau et 1165 du Code Général des Impôts.

LIVRE DEUXIEME

Dispositions générales

TITRE UNIQUE

CHAPITRE UNIQUE

Dispositions générales

Section première

Imposition des droits omis

Article 1085 :

1°) Les omissions totales ou partielles constatées dans l'assiette de l'un quelconque des impôts et taxes prévus au livre premier du présent Code ainsi

que les erreurs commises dans l'application des tarifs peuvent être réparées jusqu'à l'expiration de la troisième année suivant celle au titre de laquelle l'imposition est due, sous réserve de dispositions particulières à certains impôts ou taxes.

Article 1154 :

Alinéa 1^{er} : Sans changement.

Alinéa 2 : Sans changement.

Alinéa 3 : La procédure de fermeture provisoire n'est pas mise en œuvre contre le contribuable qui détient sur l'Etat ou ses démembrements une créance de montant supérieur à sa dette fiscale et qui produit une attestation du service de dépenses.

Le reste sans changement.

II- LES RESSOURCES

Article 21 : Sous réserve des dispositions de la présente loi, les budgets annexes et les comptes spéciaux du trésor ouverts à la date du dépôt de la présente loi sont confirmés pour l'année 2008.

Article 22 : Les ressources de la loi portant loi de finances pour la gestion 2008 sont évaluées à 1 023 299 millions de francs CFA et comprennent :

A- Les ressources intérieures708 225 millions de francs CFA

- recettes des administrations financières...535 757 millions de francs CFA :
 - * douanes..... 283 757 millions de francs CFA ;
(y compris les frais d'escorte estimés à 22 083 millions de FCFA)
 - * impôts..... 235 000 millions de francs CFA ;
 - * trésor..... 17 000 millions de francs CFA ;
- budget annexe : budget du fonds national des retraites
du Bénin (FNRB) 15 966 millions de francs CFA ;
- budget de la caisse autonome
d'amortissement (CAA) 6 000 millions de francs CFA ;
- budget du fonds routier..... 2 321 millions de francs CFA ;
- comptes spéciaux du trésor.....148 181 millions de francs CFA.

B- Les ressources extérieures..... 261 406 millions de francs CFA'

- dons projets.....92 586 millions de francs CFA ;
- prêts projets..... 96 812 millions de francs CFA ;
- allègement de la dette..... 27 657 millions de francs CFA ;
- aides budgétaires..... 44 351 millions de francs CFA.

C- Les ressources intérieures exceptionnelles... 53 668 millions de francs CFA

(Ressources exceptionnelles de trésorerie ... 53 668 millions de francs CFA.)

TITRE II**DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES
ET AUX OPERATIONS DE TRESORERIE****A - DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES**

Article 23 : Sous réserve des dispositions de la présente loi, les dispositions législatives et réglementaires relatives aux charges de l'Etat demeurent en vigueur.

Article 24 : Il est prévu, au titre de la gestion 2008, des recrutements sur concours d'agents contractuels et d'agents permanents pour le compte des ministères et institutions de l'Etat.

Article 25 : Le montant des crédits ouverts au budget général de l'Etat pour la gestion 2008 est fixé à 875 896 millions de francs CFA se décomposant comme suit :

- dépenses ordinaires462 966 millions de francs CFA ;
- dépenses en capital..... 371 910 millions de francs CFA ;
- dépenses du budget annexe..... 30 831 millions de francs CFA ;
- dépenses des autres budgets..... 10 189 millions de francs CFA.

B - DISPOSITIONS RELATIVES AUX OPERATIONS DE TRESORERIE

Article 26 : Les charges nettes de la présente loi portant loi de finances pour la gestion 2008 sont évaluées à 1 023 299 millions de francs CFA se décomposant comme ci-après :

- crédits ouverts au budget général de l'Etat,
gestion 2008.....875 896 millions de francs CFA
dont variation nette des arriérés19 400 millions de francs CFA ;
- comptes spéciaux du trésor147 403 millions de francs CFA.

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Article 27-a : La présente loi portant loi de finances pour la gestion 2008 dégage, par rapport aux ressources intérieures, un besoin de financement de 315 074 millions de francs CFA déterminé ainsi qu'il suit :

TABLEAU D'EQUILIBRE GENERAL DE LA LOI DE FINANCES, GESTION 2008

(en millions de francs CFA)

| OPERATIONS | RESSOURCES | | CHARGES | | SOLDE | |
|--|----------------|------------------|----------------|------------------|-----------------|-----------------|
| | 2007 Rév. | 2008 | 2007 Rév. | 2008 | 2007 Rév. | 2008 |
| A - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF | 518 432 | 598 283 | 836 890 | 915 299 | -318 458 | -317 016 |
| I - BUDGET GENERAL DE L'ETAT | 495 108 | 560 044 | 812 561 | 875 896 | -317 453 | -315 852 |
| 1 - Budget des institutions et ministères | 471 473 | 535 757 | 738 699 | 815 476 | -267 226 | -279 719 |
| a - Recettes des régies | 470 700 | 535 757 | | | 470 700 | 535 757 |
| b - BIAC | 773 | 0 | | | 773 | 0 |
| c - Dépenses ordinaires hors arriérés | | | 451 840 | 443 566 | -451 840 | -443 566 |
| d - Dépenses en capital | | | 286 859 | 371 910 | -286 859 | -371 910 |
| 2 - Budget annexe | 15 009 | 15 966 | 27 901 | 30 831 | -12 892 | -14 865 |
| Fonds national des retraites du Bénin | 15 009 | 15 966 | 27 901 | 30 831 | -12 892 | -14 865 |
| 3 - Autres budgets | 8 626 | 8 321 | 10 187 | 10 189 | -1 561 | -1 868 |
| a - Caisse autonome d'amortissement | 6 000 | 6 000 | 1 386 | 1 388 | 4 614 | 4 612 |
| b - Fonds routier | 2 626 | 2 321 | 8 801 | 8 801 | -6 175 | -6 480 |
| 4 - variation nette des arriérés | | | 35 774 | 19 400 | -35 774 | -19 400 |
| II - COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE | 23 324 | 38 239 | 24 329 | 39 403 | -1 005 | -1 164 |
| - Compte SYDONIA | | | 1 005 | 1 164 | -1 005 | -1164 |
| - Compte maintien de la paix | 23 324 | 22 000 | 23 324 | 22 000 | 0 | 0 |
| - Compte Education (appui ciblé) | | 16 239 | | 16 239 | | 0 |
| B - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE | 38 236 | 109 942 | 36 494 | 108 000 | 1 742 | 1 942 |
| I - COMPTES DE PRÊT | 36 | 3 500 | 1 720 | 8 000 | -1 684 | -4 500 |
| II - COMPTES D'AVANCE | 38 200 | 106 442 | 34 774 | 100 000 | 3 426 | 6 442 |
| SOUS-TOTAL | 556 668 | 708 225 | 873 384 | 1 023 299 | | |
| C - BESOIN DE FINANCEMENT DE LA LOI DE FINANCES | | | | | -316 716 | -315 074 |
| FINANCEMENT DU DEFICIT | 316 716 | 315 074 | | | | |
| D - RESSOURCES INTERIEURES | 88 423 | 53 668 | | | | |
| RESSOURCES EXCEPTIONNELLES DE TRESORERIE | 88 423 | 53 668 | | | | |
| E - RESSOURCES EXTERIEURES | 228 293 | 261 406 | | | | |
| I- DONS PROJETS | 67 333 | 92 586 | | | | |
| II- PRETS PROJETS | 58 400 | 96 812 | | | | |
| III- ALLEGEMENTS DE LA DETTE | 22 000 | 27 657 | | | | |
| IV- AIDES BUDGETAIRES | 80 560 | 44 351 | | | | |
| TOTAL GENERAL | 873 384 | 1 023 299 | 873 384 | 1 023 299 | 0 | 0 |

Article 27-b : Le besoin de financement dégagé par la présente loi de finances sera couvert par :

- l'utilisation des ressources intérieures exceptionnelles composées essentiellement des ressources exceptionnelles de trésorerie pour 53 668 millions de francs CFA ;
- l'utilisation des ressources extérieures mobilisées à concurrence de 261 406 millions de francs CFA se décomposant comme suit :
 - dons projets.....92 586 millions de francs CFA ;
 - prêts projets.....96 812 millions de francs CFA ;
 - allègement de la dette..... 27 657 millions de francs CFA ;
 - aides budgétaires.....44 351 millions de francs CFA.

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TITRE I

MOYENS DES SERVICES

I- BUDGET GENERAL

Article 28 : Les crédits ouverts au budget général de l'Etat pour la gestion 2008 sont arrêtés à 875 896 millions de francs CFA.

Ces crédits sont répartis par institution de l'Etat et par ministère conformément aux tableaux en annexe.

Article 29 : Les crédits ouverts aux institutions de l'Etat et ministères au titre des dépenses ordinaires se chiffrent à 462 966 millions de francs CFA et sont répartis comme suit :

- 1- dette publique..... 36 143 millions de francs CFA ;
- 2- dépenses de personnel..... 173 868 millions de francs CFA ;
- 3- dépenses de fonctionnement.....107 150 millions de francs CFA ;
- 4- dépenses de transfert.....145 805 millions de francs CFA.

Article 30 : Les crédits ouverts pour la gestion 2008, au titre des dépenses en capital, sont chiffrés à 371 910 millions de francs CFA.

II - BUDGET ANNEXE

Article 31 : Le montant des crédits ouverts au fonds national des retraites du Bénin (FNRB) pour la gestion 2008 est fixé à 30 831 millions de francs CFA.

III - AUTRES BUDGETS

Article 32 : Les crédits ouverts aux autres budgets pour la gestion 2008 sont chiffrés à 10 189 millions de francs CFA et décomposés comme suit :

- caisse autonome d'amortissement (CAA)....1 388 millions de francs CFA
(dépenses de fonctionnement) ;
- fonds routier.....8 801 millions de francs CFA
(non compris la subvention de 900 millions de francs du budget général).

TITRE II

DISPOSITIONS SPECIALES

Article 33 : Le ministre en charge des finances est autorisé, en cours d'année, à procéder à la régulation des engagements de dépenses des institutions de l'Etat et des ministères en fonction du rythme de recouvrement des recettes budgétaires.

Article 34 : Les crédits ouverts aux chapitres de la section «dépenses des exercices antérieurs» de la présente loi sont évaluatifs en application des dispositions de l'article 42 de la loi organique n° 86-021 du 26 septembre 1986 relative aux lois de finances (liste exhaustive en annexe).

Article 35 : Les crédits de personnel ouverts aux chapitres énumérés en annexe à la présente loi sont provisionnels en application de l'article 43 de la loi organique n° 86-021 du 26 septembre 1986 relative aux lois de finances (liste exhaustive en annexe).

TROISIEME PARTIE
DISPOSITIONS FINALES

Article 36 : Sont et demeurent abrogées, toutes dispositions antérieures contraires à celles de la présente loi.

Article 37 : La présente loi qui entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2008 sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Cotonou, le 02 janvier 2008 ,

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,


Dr Boni Y A Y I

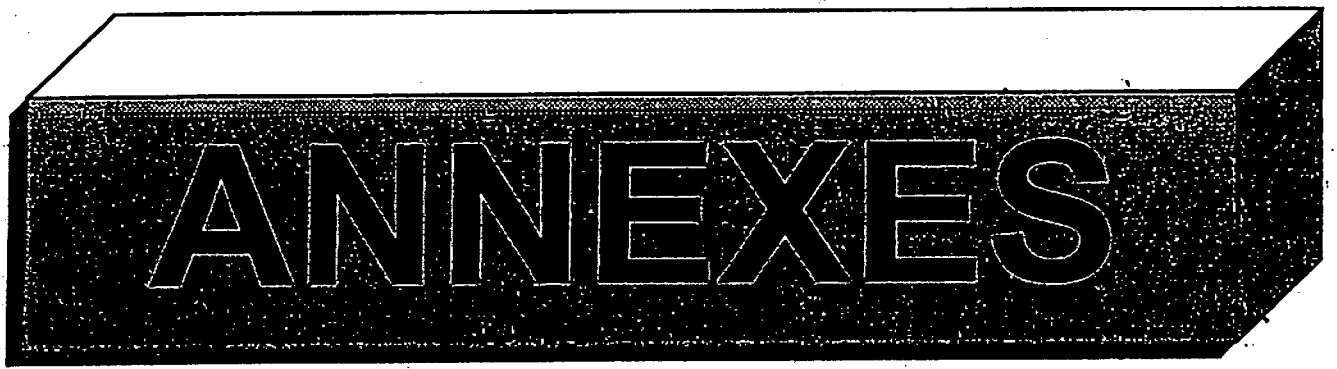
Le Ministre d'Etat Chargé de la Prospective,
du Développement et de l'Evaluation
de l'Action Publique,


Pascal Irénée KOUPAKI

Le Ministre de l'Economie
et des Finances,


Soulé Mana LAWANI

AMPLIATIONS : PR 6 AN 4 CC 2 CS 2 CES 2 HAAC 2 HCJ 2 MECPDEAP 4 MEF 4
AUTRES MINISTERES 24 DGBM-DCF- DGTCP- DGID- DGDDI 5 BN-DAN-DLC 3 GCONB-
DGCST-INSAE-IGE 4 BCP-CSN -IGAA 3 UAC-ENAM-FADESP 3 UNIPAR-FDSP 02 JO 1.



ANNEXES

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS GESTION 2008

| SECTION | LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATION | COMPTE |
|--|---------|-------|------------|---|--------|
| 10 ASSEMBLEE NATIONALE | | | | | |
| 10 | AN | 2 | 1100111100 | ADMINISTRATION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE | 61 |
| 11 COUR CONSTITUTIONNELLE | | | | | |
| 11 | CC | 2 | 1100113100 | ADMINISTRATION DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE | 61 |
| 12 COUR SUPREME | | | | | |
| 12 | CS | 2 | 1100113200 | CABINET DU PRESIDENT | 61 |
| 12 | CS | 2 | 1100213200 | SECRETARIAT GENERAL | 61 |
| 12 | CS | 2 | 1200113200 | CHAMBRE ADMINISTRATIVE | 61 |
| 12 | CS | 2 | 1200313200 | CHAMBRE JUDICIAIRE | 61 |
| 12 | CS | 2 | 1200413200 | CHAMBRE DES COMPTES | 61 |
| 12 | CS | 2 | 1200713200 | PARQUET GENERAL | 61 |
| 12 | CS | 2 | 1200813200 | GREFFE CENTRAL | 61 |
| 13 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL | | | | | |
| 13 | CES | 2 | 1100114100 | ADMINISTRATION DU CONSEIL ECONOMIQUE & SOCIAL | 61 |
| 14 HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION | | | | | |
| 14 | HAAC | 2 | 1100115100 | ADMINISTRATION DE LA HAUTE INSTITUTION | 61 |
| 15 HAUTE COUR DE JUSTICE | | | | | |
| 15 | HCJ | 2 | 1100113100 | ADMINISTRATION DE LA HAUTE COUR DE JUSTICE | 61 |
| 20 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE | | | | | |
| 20 | PR | 2 | 1100112100 | CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE | 61 |
| 20 | PR | 2 | 1200112200 | GRANDE CHANCELLERIE DE L'ORDRE NAT. DU BENIN | 61 |
| 20 | PR | 2 | 2100128200 | CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE | 61 |
| 20 | PR | 2 | 2201221900 | COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LES ARMES LEGERES | 61 |
| 20 | PR | 2 | 3200231200 | SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT | 61 |
| 20 | PR | 2 | 3200435500 | SERVICE DE LIAISON ET DE DOCUMENTATION | 61 |
| 20 | PR | 2 | 3200535200 | DIRECTION DU JOURNAL OFFICIEL | 61 |
| 20 | PR | 2 | 3200735500 | DIRECTION DES ARCHIVES NATIONALES | 61 |
| 20 | PR | 2 | 7200378300 | DIRECT. CENTRALE DU CHIFFRE ET DES TELEGRAMMES | 61 |
| 20 | PR | 2 | 7200571400 | COMMISSION NATIONALE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS | 61 |
| 20 | PR | 2 | 7200572200 | DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | 61 |
| 20 | PR | 2 | 3201834300 | CONSEIL D'ANALYSE ECONOMIQUE | 61 |
| 20 | PR | 2 | 3100932700 | INSPECTION GENERALE D'ETAT | 61 |
| 20 | PR | 2 | 2400121900 | OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE | 61 |
| 22 MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE | | | | | |
| 22 | MDN | 2 | 2100221100 | SERVICES COMMUNS DE LA DEFENSE NATIONALE | 61 |
| 22 | MDN | 2 | 2100321100 | ETAT MAJOR GENERAL | 61 |
| 22 | MDN | 2 | 2200223100 | COMMANDEMENT DES FORCES AERIENNES | 61 |
| 22 | MDN | 2 | 2200324100 | COMMANDEMENT DES FORCES NAVALES | 61 |
| 22 | MDN | 2 | 2200426100 | DIRECTION GENERALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE | 61 |
| 22 | MDN | 2 | 2100121100 | CABINET | 61 |
| 22 | MDN | 2 | 2200122100 | COMMANDEMENT DE L'ARMEE DE TERRE | 61 |
| 22 | MDN | 2 | 2302321100 | POSTE D'ATTACHE MILITAIRE DE DEFENSE A LA MISSION PERMANENTE DU BENIN AUPRES DES NATIONS UNIES A NEW YORK | 61 |
| 22 | MDN | 2 | 2302421100 | POSTE D'ATTACHE MILITAIRE DE DEFENSE A L'AMBASSADE DU BENIN A BRUXELLES | 61 |
| 22 | MDN | 2 | 2302521100 | POSTE D'ATTACHE MILITAIRE DE DEFENSE A L'AMBASSADE DU BENIN A PARIS | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS GESTION 2008

**MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PR CHARGE DE LA COMMUNICATION ET TECHNOLOGIES DE
32 L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**

| | | | | | |
|----|------------|---|------------|---|----|
| 32 | MDCCTIC/PR | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| 32 | MDCCTIC/PR | 2 | 3200234400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMAT ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| 32 | MDCCTIC/PR | 2 | 3200835500 | CENTRE DE DOCUMENTATION DES SERVICES DE L'INFORMATION | 61 |
| | | | | DIRECTION DE LA DOCUMENTATION ET DE L'ADMINISTRATION DU RESEAU INTERNET DU GOUVERNEMENT | 61 |
| 32 | MDCCTIC/PR | 2 | 3201535700 | | 61 |
| 32 | MDCCTIC/PR | 2 | 5100151100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| 32 | MDCCTIC/PR | 2 | 5200653200 | DIRECTION DE LA PRESSE ECRITE | 61 |
| 32 | MDCCTIC/PR | 2 | 5200753300 | DIRECTION DELA PRESSE AUDIOVISUELLE | 61 |
| 32 | MDCCTIC/PR | 2 | 5201953100 | DIRECTION DU BUREAU REGIONAL DE L'INFORMATION | 61 |
| 32 | MDCCTIC/PR | 2 | 5400153200 | AGENCE BENIN PRESSE | 61 |
| 32 | MDCCTIC/PR | 2 | 7200978100 | DIRECTION DE DE LA POLITIQUE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS | 61 |

36 MINISTERE DE LA SANTE

| | | | | | |
|----|----|---|------------|--|----|
| 36 | MS | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| 36 | MS | 2 | 3200131100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINAN, & DU MATERIEL | 61 |
| 36 | MS | 2 | 3200234400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| 36 | MS | 2 | 3200833100 | DIR, DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| 36 | MS | 2 | 6100161100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| 36 | MS | 2 | 6200461100 | DIRECTION NATIONALE DE LA PROTECTION SANITAIRE | 61 |
| 36 | MS | 2 | 6200562200 | DIRECTION DE L'HYGIENE ET DE L'ASSAINISSEMENT DE BASE | 61 |
| 36 | MS | 2 | 6200662500 | DIRECTION DE LA SANTE FAMILIALE | 61 |
| 36 | MS | 2 | 6201064200 | DIRECTION DES SOINS INFIRMIERS ET OBSTETRIKAUX | 61 |
| 36 | MS | 2 | 6201161200 | DIRECTION NATIONALE DU PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION | 61 |
| 36 | MS | 2 | 6201963300 | DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES ZONES SANITAIRES | 61 |
| 36 | MS | 2 | 6202062300 | DIRECTION DES PHARMACIES ET DU MEDICAMENT | 61 |
| 36 | MS | 2 | 6300263100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SANTE DE L'ATACORA | 61 |
| 36 | MS | 2 | 6300363100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SANTE DE L'ATLANTIQUE | 61 |
| 36 | MS | 2 | 6300463100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SANTE DU BORGOU | 61 |
| 36 | MS | 2 | 6300963100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SANTE DU MONO | 61 |
| 36 | MS | 2 | 6301063100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SANTE DE L'OUEME | 61 |
| 36 | MS | 2 | 6301263100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SANTE DU ZOU | 61 |
| 36 | MS | 2 | 7200471100 | DIRECTION DES INFRASTRUCTURES DE L'EQUIPEMENT ET DE LA MAINTENANCE | 61 |
| 36 | MS | 2 | 6202162400 | DIRECTION DES EXPLORATIONS DIAGNOSTICS ET DE LA TRANSFUSION SANGUINE (ex DPED) | 61 |
| 36 | MS | 2 | 6202264200 | DIRECTION DES HOPITAUX | 61 |
| 36 | MS | 2 | 6202361400 | DIRECTION DE LA RECHERCHE EN SANTE | 61 |

37 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

| | | | | | |
|----|------|---|------------|---|----|
| 37 | MMEE | 2 | 3100232700 | Direction de l' Inspection & de la Vérification Interne | 61 |
| 37 | MMEE | 2 | 3200131200 | SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE | 61 |
| 37 | MMEE | 2 | 3200431100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL (ex DA) | 61 |
| 37 | MMEE | 2 | 3200534400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| 37 | MMEE | 2 | 7100176100 | CABINET | 61 |
| 37 | MMEE | 2 | 7200276100 | DIRECTION GENERALE DE L'ENERGIE | 61 |
| 37 | MMEE | 2 | 7200373100 | DIRECTION GENERALE DE L'EAU | 61 |
| 37 | MMEE | 2 | 8200686200 | DIRECTION GENERALE DES MINES | 61 |
| 37 | MMEE | 2 | 8400186300 | OFFICE BENINOIS DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES | 61 |
| 37 | MMEE | 2 | 7201675100 | OFFICE BENINOIS DES HYDROCARBURES (ex BOP) | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS GESTION 2008

25 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

| | | | | | |
|----|-----|---|------------|--|----|
| 25 | MEF | 2 | 3100131100 | CABINET DU MINISTERE | 61 |
| 25 | MEF | 2 | 3100332700 | CONTRÔLE FINANCIER | 61 |
| 25 | MEF | 2 | 7200771400 | DIRECTION GENERALE DU MATERIEL ET DE LA LOGISTIQUE | 61 |
| 25 | MEF | 2 | 3200935700 | DIRECTION DE L'ORGANISATION ET DE L'INFORMATIQUE | 61 |
| 25 | MEF | 2 | 3100431200 | SECRETARIAT GENERAL | 61 |
| 25 | MEF | 2 | 3202031100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET MATERIELLES | 61 |
| 25 | MEF | 2 | 2201028100 | AGENCE JUDICIAIRE DU TRESOR | 61 |
| 25 | MEF | 2 | 3202133100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| 25 | MEF | 2 | 7200871400 | DIRECTION NATIONALE DES MARCHES PUBLICS | 61 |
| 25 | MEF | 2 | 3200234400 | DIR. DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| 25 | MEF | 2 | 3400134800 | CENTRE NATIONAL DE FORMATION COMPTABLE | 61 |
| 25 | MEF | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DES FINANCES | 61 |
| 25 | MEF | 2 | 3200332200 | DIRECTION GENERALE DES IMPOTS ET DES DOMAINES | 61 |
| 25 | MEF | 2 | 3200432400 | DIR. GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE | 61 |
| 25 | MEF | 2 | 3200532300 | DIR. GENERALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS | 61 |
| 25 | MEF | 2 | 3200632500 | DIR. GENERALE DU BUDGET | 61 |
| 25 | MEF | 2 | 7201872200 | COMMISSION NATIONALE DE TRANSFORMATION DES PERMIS D'HABITER EN TITRE FONCIER | 61 |
| 25 | MEF | 2 | 3204534300 | DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES ECONOMIQUES | 61 |

26 MINISTERE DE LA JUSTICE, DE LA LEGISLATION ET DES DROITS DE L'HOMME

| | | | | | |
|----|-------|---|------------|--|----|
| 26 | MJLDH | 2 | 2200628300 | DIRECTION DES DROITS DE L'HOMME | 61 |
| 26 | MJLDH | 2 | 2100328100 | SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE | 61 |
| 26 | MJLDH | 2 | 2200728300 | DIRECTION DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE | 61 |
| 26 | MJLDH | 2 | 2200128100 | DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES ET PENALES | 61 |
| 26 | MJLDH | 2 | 2200834400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| 26 | MJLDH | 2 | 2200928400 | DIR DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET DE L'ASSISTANCE SOCIALE | 61 |
| 26 | MJLDH | 2 | 2200228200 | COUR D'APPEL DE COTONOU | 61 |
| 26 | MJLDH | 2 | 2201028300 | CENTRE NATIONAL DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE | 61 |
| 26 | MJLDH | 2 | 3204031100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| 26 | MJLDH | 2 | 3204133100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| 26 | MJLDH | 2 | 2100128100 | Cabinet du Ministre | 61 |
| 26 | MJLDH | 2 | 2200328200 | TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE | 61 |
| 26 | MJLDH | 2 | 2100228100 | INSPECTION GENERALE DES SERVICES DE LA JUSTICE | 61 |
| 26 | MJLDH | 2 | 2200428100 | DIRECTION DE LA LEGISLATION, DE LA CODIFICATION ET DES SCEAUX | 61 |

28 MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

| | | | | | |
|---|------|---|------------|--|----|
| 8 | MCRI | 2 | 5200654400 | CENTRE DE PROMOTION DE LA SOCIETE CIVILE | 61 |
| 8 | MCRI | 2 | 2200928100 | DIRECTION DES RELATIONS INTER-INSTITUTIONNELLES ET DE L'ANALYSE DES ACTES ET DECISIONS | 61 |
| 8 | MCRI | 2 | 3200435500 | DIRECTION DE LA DOCUMENTATION ET DE LA COMMUNICATION | 61 |
| 8 | MCRI | 2 | 5301154400 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE PROMOTION DE LA SOCIETE CIVILE | 61 |
| 8 | MCRI | 2 | 5201054400 | DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS GESTION 2008

28 MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME

| | | | | | |
|----|------|---|------------|--|----|
| 38 | MCAT | 2 | 8300981100 | DIRECTION DEPART DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT du MONO | 61 |
| 38 | MCAT | 2 | 8301081100 | DIRECTION DEPART DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT de OUEME | 61 |
| 38 | MCAT | 2 | 8204588200 | DIRECTION DE LA PROMOTION DES PROFESSIONS TOURISTIQUES | 61 |
| 38 | MCAT | 2 | 8204688200 | DIRECTION DU DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE | 61 |
| 38 | MCAT | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| 38 | MCAT | 2 | 8300281100 | DIRECTION DEPART DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT de ATACORA | 61 |
| 38 | MCAT | 2 | 8301281100 | DIRECTION DEPART DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT du ZOU | 61 |
| 38 | MCAT | 2 | 3200131100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| 38 | MCAT | 2 | 8400288300 | CENTRE DE PROMOTION DE L'ARTISANAT | 61 |
| 38 | MCAT | 2 | 3100331200 | SECRETARIAT GENERAL | 61 |
| 38 | MCAT | 2 | 8300381100 | DIRECTION DEPART DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT de L'ATLANTIQUE | 61 |
| 38 | MCAT | 2 | 3200234400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| 38 | MCAT | 2 | 8300481100 | DIRECTION DEPART DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT du BORGOU | 61 |
| 38 | MCAT | 2 | 8100181100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| 38 | MCAT | 2 | 8200888300 | DIRECTION NATIONALE DE L'ARTISANAT | 61 |
| 38 | MCAT | 2 | 5200552200 | DIRECTION DE LA PROMOTION ARTISTIQUE ET CULTURELLE | 61 |
| 38 | MCAT | 2 | 5201052200 | DIRECTION DE LA BIBLIOTHEQUE ET DE LA PROMOTION LITTERAIRE | 61 |
| 38 | MCAT | 2 | 5201152200 | DIRECTION DE LA CINEMATOGRAPHIE | 61 |
| 38 | MCAT | 2 | 5400252400 | BUREAU BENINOIS DES DROITS D'AUTEUR | 61 |
| 38 | MCAT | 2 | 5200452200 | DIRECTION DU PATRIMOINE CULTUREL | 61 |
| 38 | MCAT | 2 | 8208788200 | DIRECTION DE L'ANIMATION ET DE LA PROMOTION TOURISTIQUES | 61 |
| 38 | MCAT | 2 | 3206533100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| 38 | MCAT | 2 | 8208388300 | DIRECTION DE L'ARTISANAT ET DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES | 61 |

39 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

| | | | | | |
|----|------|---|------------|---|----|
| 39 | MAEP | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| 39 | MAEP | 2 | 3100331200 | Secrétariat Général | 61 |
| 39 | MAEP | 2 | 3201334400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| 39 | MAEP | 2 | 3203133100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| 39 | MAEP | 2 | 3203231100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES | 61 |
| 39 | MAEP | 2 | 4201147300 | INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE AGRICOLE AU BENIN | 61 |
| 39 | MAEP | 2 | 8100182100 | CABINET | 61 |
| 39 | MAEP | 2 | 8200382200 | DIRECTION DE L'AGRICULTURE | 61 |
| 39 | MAEP | 2 | 8200482400 | DIRECTION DE LA PROMOTION ET DE LA LEGISLATION RURALE | 61 |
| 39 | MAEP | 2 | 8200582200 | DIRECTION DU GENIE RURAL | 61 |
| 39 | MAEP | 2 | 8200682500 | DIRECTION DE LA PROMOTION DE LA QUALITE ET DU CONDITIONNEMENT DES PRODUITS | 61 |
| 39 | MAEP | 2 | 8200985700 | DIRECTION DES PECHEES | 61 |
| 39 | MAEP | 2 | 8202783600 | ONASA | 61 |
| 39 | MAEP | 2 | 8203082600 | DIRECTION DE L'ALIMENTATION ET DE LA NUTRITION APPLIQUEE (DANA/CHNO) | 61 |
| 39 | MAEP | 2 | 8204482400 | DIRECTION DU CONSEIL AGRICOLE ET DE LA FORMATION | 61 |
| 39 | MAEP | 2 | 8301382700 | CeRPA ATACORA - DONGA | 61 |
| 39 | MAEP | 2 | 8301482700 | CeRPA ATLANTIQUE - LITTORAL | 61 |
| 39 | MAEP | 2 | 8301582700 | CeRPA BORGOU - ALIBORI | 61 |
| 39 | MAEP | 2 | 8301882700 | CeRPA MONO - COUFFO | 61 |
| 39 | MAEP | 2 | 8301782700 | CeRPA OUEME - PLATEAU | 61 |
| 39 | MAEP | 2 | 8301882700 | CeRPA ZOU - COLLINES | 61 |
| 39 | MAEP | 2 | 8400682300 | OFFICE NATIONALE DE STABILISATION ET DE SOUTIEN DE PRIX DES PRODUITS AGRICOLES (ONSP) | 61 |
| 39 | MAEP | 2 | 8200785100 | DIRECTION DE L'ELEVAGE | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS GESTION 2008

40 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

| | | | | | |
|----|------|---|------------|---|----|
| 40 | MJSL | 2 | 5202554200 | DIRECTION DU SPORT D'FI ITF | 61 |
| 40 | MJSL | 2 | 5200351100 | DIRECTION NATIONALE DES LOISIRS | 61 |
| 40 | MJSL | 2 | 5202654200 | DIRECTION DES SPORTS DE MASSE | 61 |
| 40 | MJSL | 2 | 5202754500 | DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT | 61 |
| 40 | MJSL | 2 | 5202854400 | DIRECTION DE LA VIE ASSOCIATIVE | 61 |
| 40 | MJSL | 2 | 5300251100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DES LOISIRS - ATACORA | 61 |
| 40 | MJSL | 2 | 5300351100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET LOISIRS - ATLANTIQUE | 61 |
| 40 | MJSL | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| 40 | MJSL | 2 | 5300451100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DES LOISIRS - BORGOU | 61 |
| 40 | MJSL | 2 | 3200234400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE PROSPECTIVE | 61 |
| 40 | MJSL | 2 | 5300951100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DES LOISIRS - MONO | 61 |
| 40 | MJSL | 2 | 5301051100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DES LOISIRS - OUEME | 61 |
| 40 | MJSL | 2 | 5301251100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DES LOISIRS - ZOU | 61 |
| 40 | MJSL | 2 | 5400154200 | COMITE NATIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF BENOIS | 61 |
| 40 | MJSL | 2 | 5100151100 | CABINET | 61 |
| 40 | MJSL | 2 | 6200568700 | DIRECTION DE LA PROMOTION DES JEUNES ET DE L'ENTREPRENARIAT | 61 |
| 40 | MJSL | 2 | 5301551100 | DIRECTION DEPART. DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DES LOISIRS BORGOU-ALIBORI | 61 |
| 40 | MJSL | 2 | 5301651100 | DIRECTION DEPART. DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DES LOISIRS MONO-COUFFO | 61 |
| 40 | MJSL | 2 | 5301751100 | DIRECTION DEPART. DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DES LOISIRS OUEME-PLATEAU | 61 |
| 40 | MJSL | 2 | 5301851100 | DIRECTION DEPART. DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DES LOISIRS ZOU-COLLINES | 61 |
| 40 | MJSL | 2 | 5301351100 | DIRECTION DEPART. DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DES LOISIRS ATACORA-DONGA | 61 |

41 MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT

| | | | | | |
|----|-----|---|------------|---|----|
| 41 | MFE | 2 | 3100231200 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| 41 | MFE | 2 | 3100331200 | SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE | 61 |
| 41 | MFE | 2 | 3200234400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| 41 | MFE | 2 | 6100166100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| 41 | MFE | 2 | 6200367100 | DIRECTION DU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET DE LA SOLIDARITE | 61 |
| 41 | MFE | 2 | 6200666200 | DIRECTION DE LA PROMOTION DE LA FEMME | 61 |
| 41 | MFE | 2 | 6200766100 | DIRECT. DE LA COMMUNICAT. ET DE LA MOBILISAT. SOCIALE | 61 |
| 41 | MFE | 2 | 6300266100 | Direction Dép.de la Famille de la Protection Soc. & de la Solidarité de l'ATACORA/DONGA | 61 |
| 41 | MFE | 2 | 6300366100 | Direction Dép.de la Famille de la Protection Soc. & de la Solidarité de l'ATLANTIQUE/LITTORAL | 61 |
| 41 | MFE | 2 | 6300466100 | Direction Dép.de la Famille de la Protection Soc. & de la Solidarité du BORGOU BORGOU | 61 |
| 41 | MFE | 2 | 6300966100 | Direction Dép.de la Famille de la Protection Soc. & de la Solidarité du MONO/COUFFO | 61 |
| 41 | MFE | 2 | 6301066100 | Direction Dép.de la Famille de la Protection Soc. & de la Solidarité de l'OUEME/PLATEAU | 61 |
| 41 | MFE | 2 | 6301266100 | Dir. Dép.de la Famille de la Protection Soc. & de la Solidarité du ZOU/COLLINES | 61 |
| 41 | MFE | 2 | 3203531100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES | 61 |
| 41 | MFE | 2 | 3203533100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| 41 | MFE | 2 | 6203966200 | DIRECTION DE LA FAMILLE | 61 |
| 41 | MFE | 2 | 6203866200 | DIRECTION DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE | 61 |
| 41 | MFE | 2 | 6203766300 | DIRECTION DE LA READAPATION ET DE L'INTEGRATION DES PERSONNES HANDICAPEES | 61 |

44 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

| | | | | | |
|---|-------|---|------------|---|----|
| 4 | MESRS | 2 | 4400148300 | UNIVERSITE D'ABOMEY CALAVI | 61 |
| 4 | MESRS | 2 | 3200531100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| 4 | MESRS | 2 | 4400246400 | INSTITUT DES SCIENCES BIO-MEDICALES AVANCEES | 61 |
| 4 | MESRS | 2 | 4201447200 | DIRECTION DU LABORATOIRE DES STUPEFIANTS | 61 |
| 4 | MESRS | 2 | 4400646300 | UNIVERSITE DE PARAKOU | 61 |
| 4 | MESRS | 2 | 4200746100 | DIRECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (DGES) | 61 |
| 4 | MESRS | 2 | 7200171100 | DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS GESTION 2008

| | | | | | |
|----|-------|---|------------|--|----|
| 44 | MESRS | 2 | 4100141100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| 44 | MESRS | 2 | 4200846100 | DIRECTION DE LA STRATEGIE DU DEVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (OSDST) | 61 |
| 44 | MESRS | 2 | 4404447200 | CENTRE BENINOIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE | 61 |
| 44 | MESRS | 2 | 3200234400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| 44 | MESRS | 2 | 4200941100 | DIRECT. DES BOURSES ET SECOURS SCOLAIRES ET UNIVERSITAIRES (ex DBSU) | 61 |
| 44 | MESRS | 2 | 3200433100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| 44 | MESRS | 2 | 4400746100 | OFFICE DU BACCALAUREAT | 61 |
| 44 | MESRS | 2 | 4400846200 | CENOU | 61 |

49 MINISTERE DE LA MICRIFINANCE, DE L'EMPLOI DES JEUNES ET DES FEMMES ET DES PME

| | | | | | |
|----|-----------|---|------------|---|----|
| 49 | MMFEJFPME | 2 | 3201232900 | CELLULE MICRO FINANCES | 61 |
| 49 | MMFEJFPME | 2 | 3400234800 | DIRECTION DU PROGRAMME CAMPUS-BENIN | 61 |
| 49 | MMFEJFPME | 2 | 8200481500 | DIRECTION DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES | 61 |
| 49 | MMFEJFPME | 2 | 8201181800 | DIRECTION DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI | 61 |
| 49 | MMFEJFPME | 2 | 8400581100 | AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI | 61 |
| 49 | MMFEJFPME | 2 | 3100131100 | CABINET | 61 |
| 49 | MMFEJFPME | 2 | 3201431100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| 49 | MMFEJFPME | 2 | 3202232900 | DIRECTION DE LA SURVEILLANCE DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE | 61 |
| 49 | MMFEJFPME | 2 | 3201333100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| 49 | MMFEJFPME | 2 | 3201234400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| 49 | MMFEJFPME | 2 | 3202632900 | DIRECTION GENERALE DE LA PROMOTION DE LA MICROFINANCE | 61 |

51 MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PR CHARGE DES TRANSPORTS ET DES TRAVAUX PUBLICS

| | | | | | |
|----|-----------|---|------------|---|----|
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 3100331200 | SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE | 61 |
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 3200231100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 4200347200 | DIRECTION DES ETUDES TECHNIQUES | 61 |
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 7100171100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 7200577600 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE | 61 |
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 7201277200 | DIRECTION GENERALE DES TRAVAUX PUBLICS | 61 |
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 7201377300 | DIRECTION GENERALE DES TRANSPORTS TERRESTRES | 61 |
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 7301377200 | DIRECTION REGIONALE DES TRAVAUX PUBLICS ATACORA - DONGA | 61 |
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 7301377300 | DIRECTION REGIONALE DES TRANSPORTS TERRESTRES ATACORA - DONGA | 61 |
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 7301472200 | DIRECTION REGIONALE DES TRAVAUX PUBLICS ATLANTIQUE - LITTORAL | 61 |
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 7301477300 | DIRECTION REGIONALE DES TRANSPORTS TERRESTRES ATLANTIQUE - LITTORAL | 61 |
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 7301572200 | DIRECTION REGIONALE DES TRAVAUX PUBLICS BORGOU - ALIBORI | 61 |
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 7301577300 | DIRECTION REGIONALE DES TRANSPORTS TERRESTRES BORGOU - ALIBORI | 61 |
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 7301677200 | DIRECTION REGIONALE DES TRAVAUX PUBLICS MONO - COUFFO | 61 |
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 7301677300 | DIRECTION REGIONALE DES TRANSPORTS TERRESTRES MONO - COUFFO | 61 |
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 7301777200 | DIRECTION REGIONALE DES TRAVAUX PUBLICS OUEME - PLATEAU | 61 |
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 7301777300 | DIRECTION REGIONALE DES TRANSPORTS TERRESTRES OUEME - PLATEAU | 61 |
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 7301877200 | DIRECTION REGIONALE DES TRAVAUX PUBLICS ZOU - COLLINES | 61 |
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 7301877300 | DIRECTION REGIONALE DES TRANSPORTS TERRESTRES ZOU - COLLINES | 61 |
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 7400277300 | CENTRE NATIONAL DE SECURITE ROUTIERE | 61 |
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 7400177301 | FONDS ROUTIER | 61 |
| 51 | MDCTTP/PR | 2 | 3200134400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |

52 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

| | | | | | |
|----|------|---|------------|---|----|
| 52 | MTFP | 2 | 3100133100 | CABINET | 61 |
| 52 | MTFP | 2 | 3200235500 | DACAD | 61 |
| 52 | MTFP | 2 | 3200333800 | DIRECTION DES TESTS, EXAMENS ET CONCOURS | 61 |
| 52 | MTFP | 2 | 3200834400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| 52 | MTFP | 2 | 3200933200 | COMMISSION NATIONALE DE VERIFICATION DE L'AUTHENTICITE DES DIPLOMES | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS GESTION 2008

| | | | | | |
|----|------|---|------------|--|----|
| 52 | MTFP | 2 | 3201533200 | COMITE DE SUIVI DES PARTIS VOLONTAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE | 61 |
| 52 | MTFP | 2 | 3201633200 | CONSEIL DE DISCIPLINE | 61 |
| 52 | MTFP | 2 | 3202933800 | DIRECTION GENERALE DU RENFORCEMENT DES CAPACITES ET DE L'EMPLOYABILITE (ex DGFPSC) | 61 |
| 52 | MTFP | 2 | 3203233200 | DIRECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE | 61 |
| 52 | MTFP | 2 | 3203433400 | DIRECTION GENERALE DU TRAVAIL | 61 |
| 52 | MTFP | 2 | 3300233100 | DIR.DEPART.DE LA FONCT.PUBL.DU TRAV.DE L'ATACORA | 61 |
| 52 | MTFP | 2 | 3300333100 | DIR.DEPART.DE LA FONCT.PUBL.DU TRAV.DE L'ATLANT. | 61 |
| 52 | MTFP | 2 | 3300433100 | DIR.DEPART.DE LA FONCT.PUBL.DU TRAV.DU BORGOU | 61 |
| 52 | MTFP | 2 | 3300933100 | DIR.DEPART.DE LA FONCT.PUBL.DU TRAV.DU MONO | 61 |
| 52 | MTFP | 2 | 3301033100 | DIR.DEPART.DE LA FONCT.PUBL.DU TRAV.DEL'OUEME | 61 |
| 52 | MTFP | 2 | 3301233100 | DIR.DEPART.DE LA FONCT.PUBL.DU TRAV.DU ZOU | 61 |
| 52 | MTFP | 2 | 4400145200 | CENTRE DE PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL DES ENTREPRISES | 61 |
| 52 | MTFP | 2 | 6400266800 | INSTITUT DE FORMATION SOCIALE ECONOMIQUE ET CIVIQUE | 61 |
| 52 | MTFP | 2 | 3204231100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |

53 MINISTERE DE LA REFORME ADMINISTRATIVE ET INSTITUTIONNELLE

| | | | | | |
|----|------|---|------------|---|----|
| 53 | MRAI | 2 | 3100133100 | CABINET | 61 |
| 53 | MRAI | 2 | 3200131100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| 53 | MRAI | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| 53 | MRAI | 2 | 3200233100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| 53 | MRAI | 2 | 3100331200 | SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE | 61 |
| 53 | MRAI | 2 | 3200334400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| 53 | MRAI | 2 | 3200433300 | DIRECTION DES PROGRAMMES DE REFORMES ADMINISTRATIVES | 61 |
| 53 | MRAI | 2 | 3200533300 | DIRECTION DES PROGRAMMES DE REFORMES INSTITUTIONNELLES | 61 |
| 53 | MRAI | 2 | 3200733300 | DIRECTION NATIONALE CONSULTATIVE DE LA REFORME ADMINISTRATIVE | 61 |
| 53 | MRAI | 2 | 5202153500 | CELLULE DE COMMUNICATION DU MINISTERE | 61 |

54 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

| | | | | | |
|----|-----|---|------------|---|----|
| 54 | MIC | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| 54 | MIC | 2 | 3100331200 | SECRETARIAT GENERAL | 61 |
| 54 | MIC | 2 | 3200131100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| 54 | MIC | 2 | 3200234400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| 54 | MIC | 2 | 3400234800 | CENTRE DE PERFECT.ET D'ASSISTANCE EN GESTION DES ENTREPRISES | 61 |
| 54 | MIC | 2 | 8200387200 | DIRECTION GENERALE DE L'INDUSTRIE (ex DDI) | 61 |
| 54 | MIC | 2 | 8200681300 | DIRECTION DE LA CONCURRENCE ET DU COMMERCE INTERIEUR | 61 |
| 54 | MIC | 2 | 8200981400 | DIRECTION DU COMMERCE EXTERIEUR | 61 |
| 54 | MIC | 2 | 8201081100 | DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA SECURISATION DES INVESTISSEMENTS | 61 |
| 54 | MIC | 2 | 8201287400 | CENTRE BENINOIS DE NORMALISATION ET DE GESTION DE LA QUALITE | 61 |
| 54 | MIC | 2 | 8201381900 | OBSERVATOIRE DES OPPORTUNITES D'AFFAIRES | 61 |
| 54 | MIC | 2 | 8202581100 | CELLULE D'APPUI TECHNIQUE | 61 |
| 54 | MIC | 2 | 8300281500 | Dir. Départ. de l'Industrie et du Commerce de l'Atacora | 61 |
| 54 | MIC | 2 | 8300381500 | Dir. Départ. de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion de l'Emploi de l'Atlantique | 61 |
| 54 | MIC | 2 | 8300481500 | Dir. Départ. de l'Industrie et du Commerce du Borgou | 61 |
| 54 | MIC | 2 | 8300981500 | Dir. Départ. de l'Industrie et du Commerce du Mono | 61 |
| 54 | MIC | 2 | 8301081500 | Dir. Départ. de l'Industrie et du Commerce de l'Ouémé | 61 |
| 54 | MIC | 2 | 8301281500 | Dir. Départ. de l'Industrie et du Commerce du Zou | 61 |
| 4 | MIC | 2 | 8400181400 | AGENCE BENINOISE DE PROMOTION DES ECHANGES COMMERCIAUX | 61 |
| 4 | MIC | 2 | 8400187500 | CENTRE NATIONAL DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE | 61 |
| 4 | MIC | 2 | 3200533100 | DIRECT. DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| 4 | MIC | 2 | 8100181100 | CABINET | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS GESTION 2008

55 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE

| | | | | | |
|----|------|---|------------|---|----|
| 55 | MEPN | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| 55 | MEPN | 2 | 3100331200 | SECRETARIAT GENERAL | 61 |
| 55 | MFPN | 2 | 3200131100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| 55 | MEPN | 2 | 3200234400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| 55 | MEPN | 2 | 7100172100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| 55 | MEPN | 2 | 7200674500 | DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT | 61 |
| 55 | MEPN | 2 | 7300272100 | DIR. DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECT. NATURE DE L'ATACORA | 61 |
| 55 | MEPN | 2 | 7300372100 | DIR. DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECT. NATURE DE L'ATLANTIQUE | 61 |
| 55 | MEPN | 2 | 7300472100 | DIR. DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECT. NATURE DU BORGOU | 61 |
| 55 | MEPN | 2 | 7300972100 | DIR. DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECT. NATURE DU MONO | 61 |
| 55 | MEPN | 2 | 7301072100 | DIR. DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECT. NATURE DE L'OUEME | 61 |
| 55 | MEPN | 2 | 7301272100 | DIR. DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECT. NATURE DU ZOU | 61 |
| 55 | MEPN | 2 | 8201284100 | DIRECTION DES FORETS ET DES RESSOURCES NATURELLES | 61 |
| 55 | MEPN | 2 | 8203784100 | CENTRE NATIONAL DE GESTION DES RESERVES DE FAUNE | 61 |
| 55 | MEPN | 2 | 7202674100 | DIRECTION DE LA PROMOTION DE L'ECOCITOYENNETE | 61 |
| 55 | MEPN | 2 | 7202874100 | DIRECTION DU FONDS NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT | 61 |
| 55 | MEPN | 2 | 8400284300 | OFFICE NATIONAL DU BOIS | 61 |

MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DE LA REFORME FONCIERE ET DE LA LUTTE
59 CONTRE L'EROSION COTIERE

| | | | | | |
|----|-----------|---|------------|---|----|
| 59 | MUHRFLCEC | 2 | 3200136500 | SECRETARIAT PERMANENT DE LA COMMISSION NATIONALE DE DELIMITATION DES FRONTIERES | 61 |
| 59 | MUHRFLCEC | 2 | 7200774200 | DIRECTION GENERALE DE L'URBANISME ET DE LA REFORME FONCIERE | 61 |
| 59 | MUHRFLCEC | 2 | 7200872700 | INSTITUT GEOGRAPHIQUE NATIONAL | 61 |
| 59 | MUHRFLCEC | 2 | 7203071300 | DIRECTION DE LA CONSTRUCTION ET DE LA PROMOTION DES MATERIAUX LOCAUX | 61 |
| 59 | MUHRFLCEC | 2 | 7200472300 | DIRECTION GENERALE DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION | 61 |
| 59 | MUHRFLCEC | 2 | 7400177301 | FONDS ROUTIER | 61 |

60 MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE

| | | | | | |
|----|------|---|------------|---|----|
| 60 | MISP | 2 | 3200531100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| 60 | MISP | 2 | 3200236100 | DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES INTERIEURES | 61 |
| 60 | MISP | 2 | 3100431200 | SECRETARIAT GENERAL | 61 |
| 60 | MISP | 2 | 3100136100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| 60 | MISP | 2 | 2201125100 | DIR. DU GROUPEM. NAT. DES SAPEURS POMPIERS | 61 |
| 60 | MISP | 2 | 3100325100 | INSPECTION GENERALE DES FORCES DE SECURITE | 61 |
| 60 | MISP | 2 | 3200634400 | DIR. DE LA PROGRAM. & DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| 60 | MISP | 2 | 2200327100 | DIR. DE LA PREVENT. & PROTEC. CIVILE | 61 |
| 60 | MISP | 2 | 2200425200 | DIR. GENERALE DE LA POLICE NATIONALE | 61 |
| 60 | MISP | 2 | 7200778300 | DIRECTION DES TRANSMISSIONS | 61 |

MINISTERE DE LA DECENTRALISATION, DE LA GOUVERNANCE LOCALE, DE L'ADMINISTRATION
61 ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

| | | | | | |
|----|---------|---|------------|--|----|
| 61 | MDGLAAT | 2 | 3200136100 | DIRECTION DES TRANSMISSIONS, DE L'ADMINIST. TERRIT. ET DES COLLECTIVITES LOCALES | 61 |
| 61 | MDGLAAT | 2 | 3100236100 | INSPECTION GENERALE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 61 |
| 61 | MDGLAAT | 2 | 3100136100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| 61 | MDGLAAT | 2 | 7200572200 | DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | 61 |

62 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT MATERNEL ET PRIMAIRE

| | | | | | |
|----|------|---|------------|---|----|
| 62 | MEMP | 2 | 3200234400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| 62 | MEMP | 2 | 4203045200 | CENTRE DE FORMATION DES PERSONNELS D'ENCADREMENT DE L'EDUCATION | 61 |
| 62 | MEMP | 2 | 4200442300 | DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS GESTION 2008

| | | | | | |
|----|------|---|------------|---|----|
| 62 | MEMP | 2 | 4400345300 | Institut National pour la Formation et la Recherche en Education | 61 |
| 62 | MEMP | 2 | 4300241200 | Direction Départementale de l'Enseignement de l'Atacora | 61 |
| 62 | MEMP | 2 | 4300341200 | Direction Départementale de l'Enseignement de l'Atlantique | 61 |
| 62 | MEMP | 2 | 5201052100 | Direction de la Commission Béninoise pour l'UNESCO | 61 |
| 62 | MEMP | 2 | 4300441200 | Direction Départementale de l'Enseignement du Borgou | 61 |
| 62 | MEMP | 2 | 4200841100 | Direction des Examens et Concours | 61 |
| 62 | MEMP | 2 | 3200331100 | Direction des Ressources Financières | 61 |
| 62 | MEMP | 2 | 3201233100 | Direction des Ressources Humaines | 61 |
| 62 | MEMP | 2 | 4300941200 | Direction Départementale de l'Enseignement du Mono | 61 |
| 62 | MEMP | 2 | 4100141100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| 62 | MEMP | 2 | 4202642300 | DIRECTION DE LA PROMOTION DE LA SCOLARISATION | 61 |
| 62 | MEMP | 2 | 4301041200 | Direction Départementale de l'Enseignement de l'Ouémé | 61 |
| 62 | MEMP | 2 | 4202842200 | DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT MATERNEL | 61 |
| 62 | MEMP | 2 | 4301241200 | Direction Départementale de l'Enseignement du Zou | 61 |
| 62 | MEMP | 2 | 4202941200 | DIR DES ETABL. PRIVES DES ENSEIGNEMENTS PRIMAIRE ET SECONDAIRE | 61 |
| 62 | MEMP | 2 | 3100331200 | SECRETARIAT GENERAL | 61 |
| 62 | MEMP | 2 | 4101641200 | Direction de l'Inspection Pédagogique | 61 |
| 62 | MEMP | 2 | 7202771100 | DIRECTION DES INFRASTRUCTURES, DE L'EQUIPEMENT ET DE LA MAINTENANCE | 61 |

63 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE

| | | | | | |
|----|--------|---|------------|---|----|
| 63 | MESFTP | 2 | 4200644100 | DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE | 61 |
| 63 | MESFTP | 2 | 4300344100 | DIRECTION REGIONALE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE E DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DU SUD | 61 |
| 63 | MESFTP | 2 | 4300444100 | DIRECTION REGIONALE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DU SEPTENTRION | 61 |
| 63 | MESFTP | 2 | 4200844100 | DIRECTION DES EXAMENS ET CONCOURS DE L'ETFP | 61 |
| 63 | MESFTP | 2 | 4200944100 | DIRECTION DE L'INSPECTION ET DE L'INNOVATION PEDAGOGIQUE | 61 |
| 63 | MESFTP | 2 | 4201045100 | DIRECTION DE LA FORMATION ET DE LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE | 61 |
| 63 | MESFTP | 2 | 4301244100 | DIRECTION REGIONALE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESS. DU OUEST ET DU CENTRE | 61 |
| 63 | MESFTP | 2 | 4200543100 | DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE | 61 |
| 63 | MESFTP | 2 | 4301341200 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'ATACORA | 61 |
| 63 | MESFTP | 2 | 4300341200 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'ATLANTIQUE | 61 |
| 63 | MESFTP | 2 | 4300441200 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENSEIGNEMENT DU BORGOU | 61 |
| 63 | MESFTP | 2 | 4300941200 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENSEIGNEMENT DU MONO | 61 |
| 63 | MESFTP | 2 | 4301041200 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'OUEME | 61 |
| 63 | MESFTP | 2 | 4301241200 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENSEIGNEMENT DU ZOU | 61 |

64 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE, DE LA FRANCOPHONIE ET DES BININOIS DE L'EXTERIEUR

| | | | | | |
|----|----------|---|------------|--|----|
| 34 | MAEIAFBE | 2 | 1201516100 | DIRECTION DE LA COOPERATION DECENTRALISEE | 61 |
| 34 | MAEIAFBE | 2 | 1301716500 | Ambassade du Bénin à ABIDJAN (Poste diplomatique) | 61 |
| 34 | MAEIAFBE | 2 | 1300916500 | Ambassade du Bénin à MOSCOU (Poste diplomatique) | 61 |
| 34 | MAEIAFBE | 2 | 1200316100 | DIRECTION AFRIQUF ET MOYEN ORIENT | 61 |
| 34 | MAEIAFBE | 2 | 1303016500 | AMBASSADE DU BENIN A BRASILIA | 61 |
| 34 | MAEIAFBE | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE | 61 |
| 34 | MAEIAFBE | 2 | 1301816500 | Ambassade du Bénin à RABAT (Poste diplomatique) | 61 |
| 34 | MAEIAFBE | 2 | 1300116500 | Ambassade du Bénin à ACCRA (Poste diplomatique) | 61 |
| 34 | MAEIAFBE | 2 | 3200934400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| 34 | MAEIAFBE | 2 | 1301016500 | Ambassade du Bénin à NEW YORK(Poste diplomatique) | 61 |
| 34 | MAEIAFBE | 2 | 1303216500 | CONSULAT DU BENIN A DJEDDAH | 61 |
| 34 | MAEIAFBE | 2 | 1200416100 | DIRECTION ASIE ET OCEANIE | 61 |
| 34 | MAEIAFBE | 2 | 1301916500 | Ambassade du Bénin à ABUJA (Poste diplomatique) | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS GESTION 2008

| | | | | | |
|----|----------|---|------------|--|----|
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1200516100 | DIR. DES AFF. JURIDIQUES ET DES DROITS DE L'HOMME | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1300216500 | Ambassade du Bénin à BEIJING (Poste diplomatique) | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1303416500 | AMBASSADE DU BENIN A BERLIN | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1301116500 | Ambassade du Bénin à NIAMEY (Poste diplomatique) | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1200616100 | DIRECTION DU PROTOCOLE D'ETAT | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1100116100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1200716100 | DIR. DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1301216500 | Ambassade du Bénin à OTTAWA (Poste diplomatique) | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1302016500 | Ambassade du Bénin à PRETORIA (Poste diplomatique) | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1302116500 | AMBASSADE DU BENIN A RIYAD | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1300416500 | Ambassade du Bénin à BRUXELLES (Poste diplomatique) | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1301316500 | Ambassade du Bénin à PARIS(Poste diplomatique) | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1200816100 | R. DES AFF. CONSULAIRES ET COMMUNAUTAIRES | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1302216500 | Ambassade du Bénin à ABU DHABI | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1302316500 | Ambassade du Bénin à GENEVE | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 5201253100 | DIR. DE LA COMMUNICATION, DE LA DOCUMENTATION ET DES RELATIONS CULTURELLES | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1301416500 | Délégation permanente du Bénin à l'UNESCO (Poste diplomatique) | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1300516500 | Ambassade du Bénin à KINSHASA (Poste diplomatique) | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1303116500 | CONSULAT GENERAL DU BENIN A PARIS | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1302416500 | AMBASSADE DU BENIN AU KOWEIT | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1200916400 | DIR. DES RELATIONS ECONOMIQUES ET COMMERCIALES INTERNATIONALES | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1300616500 | Ambassade du Bénin à LAGOS (Poste diplomatique) | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1301516500 | Ambassade du Bénin à TRIPOLI (Poste diplomatique) | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1302516500 | AMBASSADE DU BENIN A TOKYO | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1200116100 | DIRECTION EUROPE | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1300716500 | Ambassade du Bénin à LA HAVANE (Poste diplomatique) | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1201116700 | DIR. NATIONALE DE L'INTERPRETATION ET DE LA TRADUCTION | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1302616500 | AMBASSADE DU BENIN A ADDIS-ABEBA | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1200216100 | DIRECTION AMERIQUE | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1301616500 | Ambassade du Bénin à WASHINGTON (Poste diplomatique) | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1201416100 | CELLULE D'ANALYSES STRATEGIQUES | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1300816500 | Ambassade du Bénin à LIBREVILLE (Poste diplomatique) | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1302916500 | AMBASSADE DU BENIN A COPENHAGUE | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 3100331200 | SECRETARIAT GENERAL DU MINISTRE | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 3201331100 | DIRECTION DE L'ADMINISTRATION | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1201016300 | DIRECTION DE L'INTEGRATION AFRICAINE | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1100416100 | DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES BENINOIS DE L'EXTERIEUR | 61 |
| 64 | MAEIAFBE | 2 | 1202016100 | AGENCE NATIONALE DES BENINOIS DE L'EXTERIEUR | 61 |

MINISTRE DE LA PROSPECTIVE, DU DEVELOPPEMENT ET DE L'EVALUATION DE L'ACTION

65 PUBLIQUE

| | | | | | |
|---|--------|---|------------|--|----|
| 5 | MPDEAP | 2 | 3200134400 | DIRECTION GENERALE DES PROGRAMMES ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| 5 | MPDEAP | 2 | 3300434100 | DIR. DEPART. DE LA PROSPECTIVE ET DU DEVELOPPEMENT DU BORGOU | 61 |
| 5 | MPDEAP | 2 | 3300934100 | DIR. DEPARTEMENTAL DE LA PROSPECTIVE ET DU DEVELOPPEMENT DU MONO | 61 |
| 5 | MPDEAP | 2 | 8200481500 | CENTRE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS | 61 |
| 5 | MPDEAP | 2 | 3301034100 | DIR. DEPART. DE LA PROSPECTIVE ET DU DEVELOPPEMENT DE L'OUEME | 61 |
| 5 | MPDEAP | 2 | 3200234200 | INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE L'ANALYSE ECONOMIQUE | 61 |
| 5 | MPDEAP | 2 | 3203332700 | DIRECTION DU SUIVI DES PROJETS DE GOUVERNANCE (ex DSP) | 61 |
| 5 | MPDEAP | 2 | 3200634800 | DIR. GENERALE DES RESSOURCES HUMAINES ET DE LA POPULATION | 61 |
| 5 | MPDEAP | 2 | 3203734100 | DIRECTION GENERALE DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT | 61 |
| 5 | MPDEAP | 2 | 3200334500 | DIRECTION GENERALE DE LA CONTRIBUTION EXTERIEURE AU DEVELOPPEMENT | 61 |
| 5 | MPDEAP | 2 | 3201335700 | DIRECTION DE LA DOCUMENTATION ET DE L'INFORMATION | 61 |
| 5 | MPDEAP | 2 | 3300334100 | DIR. DEPART. DE LA PROSPECTIVE ET DU DEVELOPPEMENT DE L'ATLANTIQUE | 61 |
| 5 | MPDEAP | 2 | 3300234100 | DIR. DEPARTEMENTALE DE LA PROSPECTIVE ET DU DEVELOPPEMENT DE L'ATACORA | 61 |
| 5 | MPDEAP | 2 | 3301234100 | DIR. DEPART. DE LA PROSPECTIVE ET DU DEVELOPPEMENT DU ZOU | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS GESTION 2008

66 MINISTERE DE L'ALPHABETISATION ET DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES

| | | | | |
|----------|---|------------|---|----|
| 66 MAPLN | 2 | 4100148300 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| 66 MAPLN | 2 | 4200348300 | DIRECTION GENERALE DE L'ALPHABETISATION ET DE L'EDUCATION DES ADULTES | 61 |

A- BUDGET GENERAL DE L'ETAT, GESTION 2008 :

1-DEPENSES REPARTIES

28/12/07 7:26 PM

(En Millions de Francs)

| SEC-TIONS | INSTITUTIONS DE L'ETAT ET MINISTERES | DEPENSES DE PERSONNEL | ACHATS DE BIENS ET SERVICES | DEPENSES DE TRANSFERT | ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS | DEPENSES EN CAPITAL | | TOTAL PAR SECTION |
|--------------|---|-----------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|---|--------------------------|--------------------------|-------------------------|
| | | | | | | FINANCEMENT INTERIEUR | FINANCEMENT EXTERIEUR | |
| 20 | PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE | 1 657 584 | 3 302 928 | 1 018 692 | 1 126 339 | 2 407 143 | 0 | 9 512 686 |
| 10 | ASSEMBLEE NATIONALE | 4 045 197 | 2 596 760 | 176 500 | 613 018 | 0 | 0 | 7 431 475 |
| 11 | COUR CONSTITUTIONNELLE | 549 261 | 270 999 | 2 466 | 43 502 | 0 | 0 | 866 228 |
| 12 | COUR SUPREME | 1 294 615 | 473 018 | 287 786 | 30 414 | 560 577 | 0 | 2 646 410 |
| 13 | CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL | 876 242 | 308 032 | 4 275 | 39 330 | 0 | 0 | 1 227 879 |
| 14 | HAUTE AUTORITE DE L'AUDIO- VISUEL ET DE LA COMMUNICATION | 516 445 | 482 544 | 0 | 202 000 | 222 921 | 0 | 1 423 910 |
| 15 | HAUTE COUR DE JUSTICE | 280 452 | 262 379 | 41 368 | 49 676 | 0 | 0 | 633 875 |
| 22 | M. C. D. N. | 20 006 170 | 3 913 507 | 401 246 | 3 171 982 | 1 490 711 | 0 | 28 983 616 |
| 25 | M. E. F. | 3 696 976 | 1 988 477 | 1 796 426 | 905 032 | 12 411 851 | 1 583 510 | 22 382 272 |
| 26 | M. J. L. D. H. | 1 944 513 | 2 207 323 | 577 292 | 89 316 | 2 754 660 | 2 611 563 | 10 184 667 |
| 28 | M. C. R. I. | 150 845 | 811 239 | 222 074 | 80 678 | 308 634 | 357 000 | 1 930 470 |
| 32 | M. D. C. C. T. I. C. / P. R. | 697 312 | 533 725 | 1 083 825 | 44 085 | 6 905 379 | 0 | 9 264 326 |
| 36 | M. S. | 5 515 717 | 8 886 856 | 14 745 614 | 294 972 | 19 120 551 | 22 651 670 | 71 215 380 |
| 37 | M. M. E. E. | 430 873 | 789 901 | 959 252 | 218 060 | 18 420 725 | 27 233 788 | 48 052 599 |
| 38 | M. C. A. T. | 263 418 | 420 747 | 2 516 670 | 131 952 | 6 058 068 | 0 | 9 390 855 |
| 39 | M. A. E. P. | 5 306 846 | 1 922 222 | 4 106 700 | 374 591 | 21 491 000 | 21 630 100 | 54 831 459 |
| 40 | M. J. S. L. | 397 701 | 507 262 | 2 527 524 | 92 862 | 2 770 000 | 0 | 6 295 349 |
| 41 | M. F. E. | 557 302 | 582 434 | 2 298 427 | 223 822 | 631 354 | 0 | 4 293 339 |
| 44 | M. E. S. R. S. | 5 500 000 | 2 101 616 | 11 658 140 | 242 110 | 4 145 744 | 3 619 000 | 27 266 610 |
| 49 | M. M. F. E. J. F. P. M. E. | 312 731 | 294 225 | 9 835 988 | 66 119 | 2 404 000 | 12 244 000 | 25 157 063 |
| 51 | M. D. C. T. T. P. / P. R. | 1 114 219 | 929 941 | 3 293 633 | 137 873 | 26 899 000 | 45 263 501 | 77 638 167 |
| 52 | M. T. F. P. | 909 496 | 975 296 | 1 622 374 | 648 699 | 653 282 | 0 | 4 809 147 |
| 53 | M. R. A. I. | 109 252 | 574 449 | 127 550 | 123 800 | 152 820 | 231 557 | 1 319 428 |
| 54 | M. I. C. | 610 940 | 521 248 | 602 059 | 147 386 | 6 400 922 | 3 050 000 | 11 332 555 |
| 55 | M. E. P. N. | 820 443 | 389 329 | 1 376 394 | 41 962 | 4 019 000 | 9 286 960 | 15 934 088 |
| 59 | M. U. H. R. F. L. E. C. | 196 460 | 691 912 | 549 060 | 100 000 | 12 266 416 | 21 309 234 | 35 113 082 |
| 60 | M. I. S. P. | 4 978 155 | 2 816 907 | 1 167 000 | 6 598 043 | 2 299 959 | 0 | 17 858 064 |
| 61 | M. D. G. C. A. A. T. | 1 917 270 | 848 459 | 12 393 650 | 197 698 | 2 246 000 | 0 | 16 603 077 |
| 62 | M. E. M. P. | 39 903 330 | 9 467 379 | 17 195 503 | 2 961 951 | 12 901 514 | 6 129 260 | 88 558 937 |
| 63 | M. E. S. F. T. P. | 16 008 414 | 4 240 634 | 9 522 465 | 1 452 356 | 6 294 047 | 1 284 037 | 38 801 953 |
| 64 | M. A. E. I. A. F. B. E. | 8 304 126 | 3 443 680 | 152 193 | 565 943 | 3 058 911 | 0 | 15 524 853 |
| 65 | M. C. P. D. E. A. P. | 601 204 | 811 148 | 1 210 539 | 200 000 | 2 767 000 | 10 913 400 | 16 503 291 |
| 66 | M. A. P. L. N. | 96 670 | 276 466 | 374 883 | 50 000 | 450 000 | 0 | 1 248 019 |
| TOTAL | | 128 568 179 | 58 643 042 | 103 847 568 | 21 265 571 | 182 512 189 | 189 398 580 | 684 235 129 |

2-DEPENSES NON REPARTIES

(En Milliers de Francs)

| SEC-TIONS | DESIGNATION | DEPENSES DE PERSONNEL | ACHATS DE BIENS ET SERVICES | DEPENSES DE TRANSFERT | ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS | DEPENSES EN CAPITAL | | TOTAL PAR SECTION |
|-----------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------|-------------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------|
| | | | | | | FINANCEMENT INTERIEUR | FINANCEMENT EXTERIEUR | |
| | DETTE PUBLIQUE | - | - | - | | - | | 36 143 172 |
| | DEPENSES COMMUNES | 28 199 393 | 5 227 298 | 252 000 | | - | | 33 678 691 |
| | DEPENSES DIVERSES | 100 000 | 20 014 295 | 790 000 | | - | | 20 904 295 |
| | DEP. D'INTERVENTIONS PUBLIQUES | | | 40 514 638 | | - | | 40 514 638 |
| | DEP. SUR EXERCICES ANTERIEURS | 17 000 000 | 2 000 000 | 400 000 | | - | | 19 400 000 |
| | TOTAL | 45 299 393 | 27 241 593 | 41 956 638 | 0 | 0 | 0 | 150 640 796 |

B - BUDGET ANNEXE GESTION 2008

(En Milliers de Francs)

| SEC-TIONS | DESIGNATION | DEPENSES DE PERSONNEL | ACHATS DE BIENS ET SERVICES | DEPENSES DE TRANSFERT | ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS | DEPENSES EN CAPITAL | | TOTAL PAR SECTION |
|-----------|-------------------------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------|-------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|
| | | | | | | FINANCEMENT INTERIEUR | FINANCEMENT EXTERIEUR | |
| | FONDS NAT. RETRAITES DU BENIN | 225 660 | 753 657 | 29 597 921 | 253 683 | | | 30 830 921 |
| | TOTAL | 225 660 | 753 657 | 29 597 921 | 253 683 | 0 | 0 | 30 830 921 |

C - AUTRES BUDGETS GESTION 2008

(En Milliers de Francs)

| SEC-TIONS | DESIGNATION | DEPENSES DE PERSONNEL | ACHATS DE BIENS ET SERVICES | DEPENSES DE TRANSFERT | ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS | DEPENSES EN CAPITAL | | TOTAL PAR SECTION |
|-----------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------|-------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|
| | | | | | | FINANCEMENT INTERIEUR | FINANCEMENT EXTERIEUR | |
| | CAISSE AUTONOME D'AMORT. | | | 1 388 000 | | - | | 1 388 000 |
| | FONDS ROUTIER | | | 8 801 000 | | | | 8 801 000 |

LISTE DES OFFICES ET SOCIETES D'ETAT

| SECTION | DESTINATION | En F CFA |
|---------|---|-----------|
| 20 | PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE | 357 347 |
| | OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE | 57 347 |
| | COMMISSION NATIONALE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS | 300 000 |
| 28 | MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS | 0 |
| | CENTRE DE PROMOTION DES ASSOCIATIONS ET ONG | |
| 32 | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PR CHARGE DE LA COMMUNICATION ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION | 1 016 828 |
| | RADIOS RURALES | 4 000 |
| | AGENCE BENIN PRESSE | 141 603 |
| | OFFICE NATIONAL D'IMPRIMERIE ET DE PRESSE | 37 325 |
| | OFFICE DE RADIODIFFUSION ET TELEVISION DU BENIN | 834 000 |
| 36 | MINISTERE DE LA SANTE | 5 207 720 |
| | CENTRE NATIONAL HOSPITALIER ET UNIVERSITAIRE HKM | 1 450 000 |
| | CHD ATACORA | 103 000 |
| | CHD BORGOU | 148 000 |
| | CHD MONO | 155 000 |
| | CHD OUEME | 156 000 |
| | CHD ZOU | 163 000 |
| | ZONE SANITAIRE MALANVILLE-KARIMAMA | 70 670 |
| | ZONE SANITAIRE BANIKOARA | 56 800 |
| | ZONE SANITAIRE KANDI-GOGOUNOU-SEGBANA | 98 531 |
| | ZONE SANITAIRE KOUANDE-KEROU-PEHUNCO | 100 323 |
| | ZONE SANITAIRE NATTINGOU-BOUCOUMBE-TOUCOUNTOUNA | 100 450 |
| | ZONE SANITAIRE TANGUIETA - MATERI-COBLY | 113 656 |
| | ZONE SANITAIRE SO-AVA - ABOMEY-CALAVI | 88 620 |
| | ZONE SANITAIRE ALLADA - TOFFO - ZE | 92 980 |
| | ZONE SANITAIRE OUIDAH - KPOMASSE - TORI-BOSSITO | 115 280 |
| | ZONE SANITAIRE BEMBEREKE - SINENDE | 74 000 |
| | ZONE SANITAIRE NIKKI - KALALE - PERERE | 105 620 |
| | ZONE SANITAIRE N'DALI - PARAKOU | 76 100 |
| | ZONE SANITAIRE TCHAOUROU | 54 550 |
| | ZONE SANITAIRE DASSA-ZOUNME - GLAZOUE | 103 110 |
| | ZONE SANITAIRE OUSSE - SAVE | 85 630 |
| | ZONE SANITAIRE SAVALOU - BANTE | 96 970 |
| | ZONE SANITAIRE KLOUEKANMEY - LALO - TOVIKLIN | 99 050 |
| | ZONE SANITAIRE APLAHOUE - DOGBO - DJAKOTOMEY | 123 800 |
| | ZONE SANITAIRE BASSILA | 66 700 |
| | ZONE SANITAIRE DJOUGOU - OUAKE - COPARGO | 99 000 |
| | ZONE SANITAIRE COTONOU 1 & 4 | 43 700 |
| | ZONE SANITAIRE COTONOU 2 & 3 | 85 070 |
| | ZONE SANITAIRE COTONOU 5 | 36 520 |
| | ZONE SANITAIRE COTONOU 6 | 43 390 |
| | ZONE SANITAIRE GRAND-POPO - COME - BOPA - HOUEYOGBE | 105 540 |
| | ZONE SANITAIRE LOKOSSA - ATHIEME | 57 800 |
| | ZONE SANITAIRE PORTO-NOVO - AGUEGUES - SEME-KPDJI | 84 700 |
| | ZONE SANITAIRE ADJOHOUN - DANGBO - BONOU | 86 250 |
| | ZONE SANITAIRE MISSERETE - AVRANKOU - ADJARRA | 73 400 |
| | ZONE SANITAIRE POBE - KETOU - ADJA-OUERE | 124 650 |
| | ZONE SANITAIRE SAKETE - IFANGNI | 84 800 |
| | ZONE SANITAIRE DJIDJA - ABOMEY - AGBANGNIZOUN | 95 020 |
| | ZONE SANITAIRE BOHICON - ZAKPOTA - ZOGBODOMEY | 66 650 |
| | ZONE SANITAIRE COVE - QUINHI - ZANGNANADO | 98 890 |
| | HOPITAL DE OUIDAH | 16 500 |
| | HOPITAL DE LA MERE ET DE L'ENFANT LAGUNE (HOMEL) | 108 000 |

LISTE DES OFFICES ET SOCIETES D'ETAT

| | | |
|----|---|-----------|
| 37 | MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU | 143 213 |
| | OFFICE BENINOIS DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES | 143 213 |
| 38 | MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME | 176 699 |
| | CENTRE DE PROMOTION DE L'ARTISANAT (CPA) | 28 310 |
| | FONDS NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DU TOURISME | 126 862 |
| | FITHEB | 21 527 |
| 39 | MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE | 4 900 849 |
| | OFFICE NATIONAL DE SOUTIEN DES REVENUS AGRICOLES (ONS) | 111 330 |
| | CENTRE REGIONAL POUR LA PROMOTION AGRICOLE ATACORA-DONGA | 670 242 |
| | CENTRE REGIONAL POUR LA PROMOTION AGRICOLE ATLANTIQUE-LITTORAL | 544 941 |
| | CENTRE REGIONAL POUR LA PROMOTION AGRICOLE BORGOU-ALIBORI | 887 752 |
| | CENTRE REGIONAL POUR LA PROMOTION AGRICOLE MONO-COUFFO | 566 118 |
| | CENTRE REGIONAL POUR LA PROMOTION AGRICOLE OUEME-PLATEAU | 622 279 |
| | CENTRE REGIONAL POUR LA PROMOTION AGRICOLE ZOU-COLLINES | 731 190 |
| | INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE AGRICOLE AU BENIN (INRAB) | 766 997 |
| 40 | MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET LOISIRS | 58 929 |
| | OGESA | 28 929 |
| | HALL DES ARTS, LOISIRS ET SPORTS | 30 000 |
| 44 | MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES | 449 968 |
| | OFFICE DU BACCALAUREAT | 298 099 |
| | CENTRE BENINOIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (CBRST) | 151 867 |
| 49 | MINISTERE DE LA MICROFINANCE DE L'EMPLOI DES JEUNES ET DES FEMMES ET DES PME | 7 574 615 |
| | FONDS NATIONAL DE LA MICROFINANCE (FNM) | 7 096 463 |
| | AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (ANPE) | 458 152 |
| | AGENCE NATIONALE DES PME | 20 000 |
| 51 | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PR CHARGE DES TRANSPORTS ET DES TRAVAUX PUBLICS | 969 398 |
| | CENTRE NATIONAL DE SECURITE ROUTIERE (CNSR) | 69 398 |
| | FONDS ROUTIER | 900 000 |
| 52 | MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE | 164 432 |
| | CENTRE DE PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL DES ENTREPRISES (CPPE) | 126 327 |
| | INSTITUT DE FORMATION SOCIALE, ECONOMIQUE ET CIVIQUE (INFOSEC) | 38 105 |
| 54 | MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE | 145 965 |
| | AGENCE BENINOISE DE PROMOTION DES ECHANGES COMMERCIAUX | 145 965 |
| 55 | MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE | 366 189 |
| | AGENCE BENINOISE DE L'ENVIRONNEMENT (ABE) | 120 000 |
| | CENTRE NATIONAL DE GESTION DES RESERVES DE FAUNE (CENAGREF) | 167 496 |
| | FONDS NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT (FNE) | 46 000 |
| | OFFICE NATIONAL DU BOIS (ONAB) | 32 693 |
| 59 | MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DE LA REFORME FONCIERE ET DE LA LUTTE CONTRE L'EROSION COTIERE | 49 550 |
| | INSTITUT GEOGRAPHIQUE NATIONAL (IGN) | 49 550 |
| 60 | MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE | 30 000 |
| | OFFICE CENTRAL DE REPRESSION DES TRAFICS ILLICITES DES DROGUES | 30 000 |
| 61 | MINISTERE DE LA DECENTRALISATION, DE LA GOUVERNANCE LOCALE, DE L'ADMINISTRATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | 117 055 |
| | DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | 117 055 |

LISTE DES OFFICES ET SOCIETES D'ETAT

| | | |
|----|---|-------------------|
| 62 | MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT MATERNEL ET PRIMAIRE | 100 000 |
| | CENTRE NATIONAL DE PRODUCTION DE MANUELS SCOLAIRES | 40 000 |
| 64 | BENINOIS DE L'EXTERIEUR | 0 |
| | AGENCE NATIONALE DES BENINOIS DE L'EXTERIEUR | |
| 65 | MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PROSPECTIVE, DU DEVELOPPEMENT ET DE L'EVALUATION DE L'ACTION PUBLIQUE | 792 262 |
| | INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE L'ANALYSE ECONOMIQUE (INSAE) | 656 391 |
| | CENTRE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (CPI) | 135 871 |
| 66 | MINISTERE DE L'ALPHABETISATION ET DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES | |
| | FONDS NATIONAL A LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES, DE L'ALPHABETISATION DE ET A L'EDUCATION DES ADULTES | 60 000 |
| | Total | 22 591 117 |